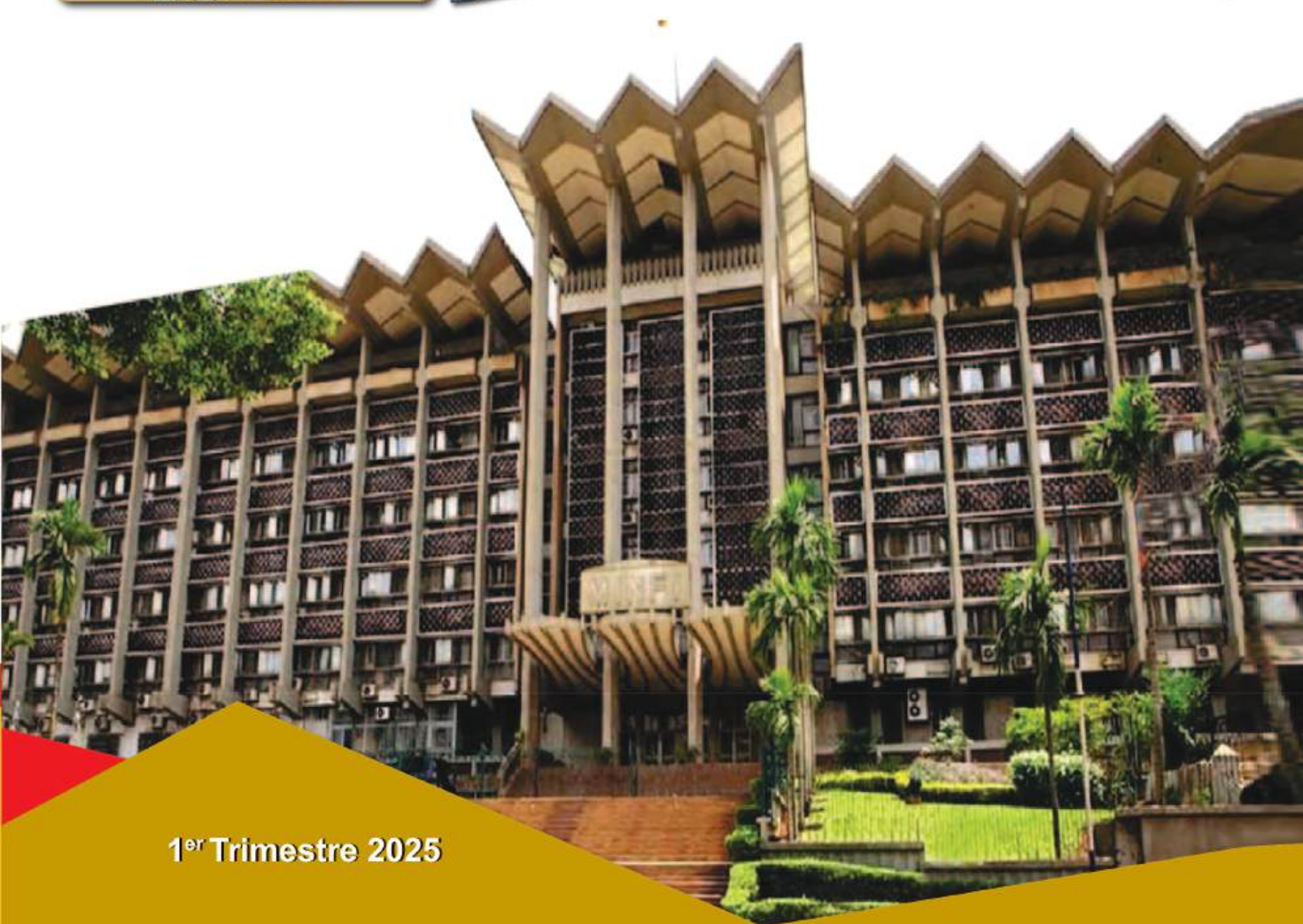
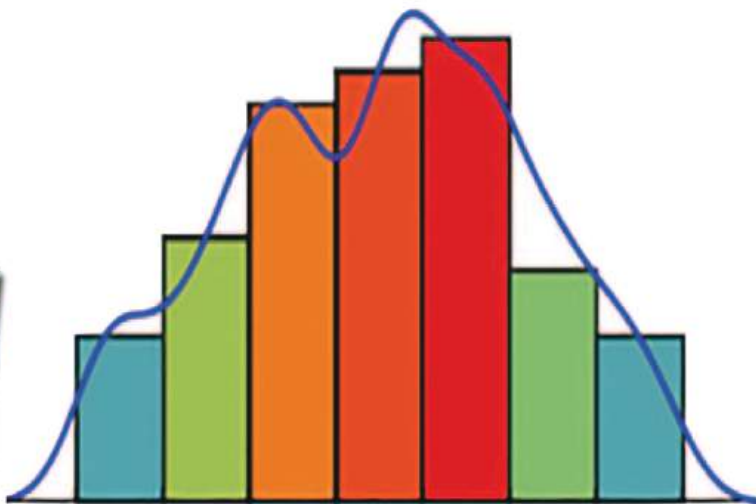




Note de Conjoncture Economique

N° 59, Août 2025

UNE PUBLICATION TRIMESTRIELLE DU MINISTRE DES FINANCES



1^{er} Trimestre 2025

NOTE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE DU PREMIER TRIMESTRE 2025

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS	5
VUE D'ENSEMBLE.....	6
ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	9
SECTEUR REEL	14
SECTEUR EXTERIEUR	21
FINANCES PUBLIQUES.....	27
SITUATION MONETAIRE	32
INFORMATIONS SOCIO-ECONOMIQUES.....	38
COMITE DE REDACTION	40

SIGLES ET ABREVIATIONS

BEAC : Banque des Etats de l'Afrique Centrale

CEMAC : Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale

CSPH : Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures

DGD : Direction Générale des Douanes

DP : Division de la Prévision

FMI : Fonds Monétaire International

IS : Impôts sur les Sociétés

LB : Livre anglaise

MINFI : Ministère des Finances

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique

PIB : Produit Intérieur Brut

PNG : Position Nette du Gouvernement

PNT : Position Nette du Trésor

SNH : Société Nationale des Hydrocarbures

TSPP : Taxe Spéciale sur la vente des Produits Pétroliers

TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée

VUE D'ENSEMBLE

Environnement économique international

Au premier trimestre 2025, l'activité économique mondiale est principalement marquée par : (i) une accélération des échanges commerciaux suite à l'annonce des hausses des taxes douanières aux Etats-Unis ; (ii) la volatilité des marchés financiers et ; (iii) la persistance des tensions géopolitiques.

Dans le groupe des pays avancés, et selon l'OCDE, l'on enregistre un ralentissement de la croissance économique aux États-Unis (+0,1% après +0,4% au quatrième trimestre 2024) et une légère accélération dans la zone euro (+0,3% après +0,2%). Dans les pays émergents et en développements, la croissance ralentit en Chine (+1,2% après +1,6%) et en Afrique du Sud (+0,1% après +0,4%). En revanche, elle s'accélère en Inde (+2,0% après +1,9%) et au Brésil (+1,4% après +0,1%).

Sur l'ensemble de l'année 2025, et selon le FMI, la croissance de l'économie mondiale devrait ralentir à 2,8% après 3,3% en 2024. Ce ralentissement s'observerait aussi bien dans le groupe des pays avancés (+2,8% après +3,3%) que dans celui des pays émergents et en développement (+3,7% après +4,3%). En particulier, en Afrique subsaharienne, la croissance ralentirait à 3,8% après 4,0% en 2024. Toutefois, la croissance devrait s'accélérer dans la zone CEMAC, passant de 2,6% en 2024 à 2,9% en 2025.

S'agissant des prix, l'inflation mondiale devrait baisser à 4,3% après 5,9% en 2024. Elle est estimée à 2,5% après 2,6% dans le groupe des pays avancés et 5,5% après 7,7% dans celui des pays émergents et en développement. En Afrique subsaharienne, l'inflation se situerait à 13,3% après 18,3% en 2024. Dans la zone CEMAC et selon la BEAC, l'inflation est estimée à 2,8% en 2025 après 4,1% en 2024.

Concernant les cours des matières premières, **l'indice global** des prix des principaux produits exportés par le Cameroun progresse de 2,1% par rapport au trimestre précédent. Dans les détails, les cours du pétrole brut, du gaz naturel liquéfié, du cacao brut, de la banane, du café, de l'aluminium et du fer sont orientés à la hausse, tandis que ceux du coton brut, du caoutchouc brut, des bois sciés, des bois en grumes et du plomb enregistrent une baisse. Le cours moyen du pétrole se situe à 75,8 dollars le baril, soit une hausse de 1,7% par rapport au quatrième trimestre 2024 et une baisse de 8,6% en glissement annuel. Le cours moyen du gaz s'élève à 14,4 dollars par million de BTU, correspondant à une hausse de 7,5% par rapport au trimestre précédent et 65,3% en glissement annuel.

Secteur réel

Au premier trimestre 2025 et par rapport au trimestre précédent, l'activité économique nationale est marquée par une baisse du chiffre d'affaires global des entreprises (-5,9%). Cette baisse est imputable à la contreperformance du secteur tertiaire dont le chiffre d'affaires recule de 19,5%. Par contre, les chiffres d'affaires des secteurs primaire et secondaire augmentent respectivement de 12,8% et 4,3%.

Sur l'ensemble de l'année 2025, la croissance de l'économie nationale est estimée à 3,9% après 3,5% en 2024. Par secteur d'activité, la croissance devrait s'accélérer dans primaire (+4,1% après +3,5% en 2024), secondaire (+2,9% après +1,2%) et tertiaire (+ 4,2% après 3,4%).

Prix

Au premier trimestre 2025, les prix à la consommation finale des ménages enregistrent une hausse de 0,4% par rapport au quatrième trimestre 2024, tirée principalement par celle des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+0,6%). En glissement annuel, le niveau général des prix s'accroît de 4,3%. Sur l'ensemble de l'année, le taux d'inflation est estimé à 3,8%.

Secteur extérieur

Au premier trimestre 2025, le solde du compte courant enregistre un excédent de 52,8 milliards contre un déficit de 100,9 milliards au trimestre précédent. En glissement annuel, le solde du compte courant s'améliore de 99,3 milliards. Cette amélioration s'explique principalement par la progression de 292,0 milliards de l'excédent du solde des biens. Par contre, le déficit des services et celui des revenus primaires s'aggravent respectivement de 180,3 milliards et 15,9 milliards. L'excédent des revenus secondaires reste quasi stable.

S'agissant des financements extérieurs, ils enregistrent une réduction des sorties nettes qui passent de 78,4 milliards au premier trimestre 2024 à 28,8 milliards au premier trimestre 2025. Cette évolution résulte principalement de la hausse des engagements extérieurs nets du secteur privé non bancaire et de la hausse des avoirs extérieurs nets des banques commerciales.

Le solde global qui se dégage de l'ensemble des transactions effectuées avec l'extérieur au cours du premier trimestre 2025 est excédentaire de 35,2 milliards et s'améliore de 149,8 milliards en glissement annuel.

Concernant particulièrement les échanges de biens, le déficit de la balance commerciale se réduit de 238,3 milliards pour se situer à 32,7 milliards. Cette évolution résulte de la hausse de 35,8 milliards de la valeur des exportations et de la baisse de 202,6 milliards de la valeur des importations. En glissement annuel, le déficit se réduit de 240,3 milliards.

Finances publiques

Les ressources budgétaires totales mobilisées au cours du premier trimestre 2025 se chiffrent à 1 489,8 milliards répartis en 1 189,2 milliards de recettes internes et 300,6 milliards d'emprunts et dons. Elles diminuent de 72,3 milliards par rapport au premier trimestre 2024, résultante d'une baisse des recettes pétrolières (-20,8 milliards), des recettes des impôts et taxes (-36,7 milliards), des recettes non fiscales (-12 milliards) et des emprunts et dons (-62,5 milliards). A l'inverse, les recettes douanières augmentent de 59,6 milliards.

Les dépenses budgétaires totales, base ordonnancements, se chiffrent à 1 354,4 milliards contre 1 518,6 milliards au premier trimestre 2024, soit une diminution de 164,2 milliards. Les dépenses courantes diminuent de 225,9 milliards (-30,2%) pour se situer à 523,1 milliards. Les dépenses d'investissement se chiffrent à 118,7 milliards, en baisse de 81,5 milliards (-40,7%). Le service effectif de la dette publique s'élève à 712,6 milliards, en augmentation de 211,8 milliards. Il comprend 261,6 milliards de dette extérieure et 451,0 milliards de dette intérieure.

Situation monétaire

A fin mars 2025, et par rapport à fin décembre 2024, les avoirs extérieurs augmentent de 14,7% et s'établissent à 3 195,2 milliards. Le crédit intérieur se situe à 8 092,0 milliards, en baisse de 2,6% par rapport à fin décembre 2024. Reflétant ces évolutions, la masse monétaire (M2) croît de 3,4% pour s'établir à 9 414,4 milliards. En glissement annuel, la masse monétaire progresse de 8,5%, consécutivement à une hausse de 17,2% des avoirs extérieurs nets, une augmentation de 12,4% des crédits à l'économie et d'une baisse de 11,3% des créances nettes sur l'Etat.

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Au premier trimestre 2025, la conjoncture internationale est marquée principalement par : (i) une accélération des échanges commerciaux suite à l'annonce des hausses des taxes douanières aux Etats-Unis ; (ii) la volatilité des marchés financiers et ; (iii) la persistance des tensions géopolitiques.

Dans le groupe des économies avancées, et selon l'OCDE, la croissance économique est estimée à 0,1% après 0,4% au trimestre précédent. *Aux Etats-Unis*, elle se situe à -0,1% après 0,6% au quatrième trimestre, consécutivement à une hausse des importations de biens, du fait des changements anticipés en matière de droits de douane. *Au Canada*, la croissance est estimée à 0,5% comme au quatrième trimestre.

Dans la zone euro, la croissance est estimée à 0,3% après 0,2% au quatrième trimestre. En France, l'activité connaît une reprise, avec une croissance de 0,1% après une contraction de 0,1%. En Allemagne, la croissance s'accélère à 0,2% contre une contraction de 0,2% au trimestre précédent, en lien avec la hausse des investissements (+0,9% après +0,5%) et des exportations (+0,4% contre -2,8%). L'on note également une accélération de la croissance en Italie (+0,3% après +0,2%). A contrario, l'on enregistre un ralentissement en Espagne (+0,6% après +0,7%) et une contraction au Portugal (-0,5% contre +1,4%).

Dans les autres pays du groupe, l'activité économique croît de 0,7% après 0,1% au quatrième trimestre au *Royaume-Uni*, consécutivement à la hausse de : (i) la consommation des ménages (+0,4%) ; (ii) la formation brute de capital fixe (+2,0%), du fait principalement des investissements dans le secteur aéronautique et du renforcement de stocks des TIC et autres machines et équipements ; (iii) des exportations (+3,3% contre +2,0% pour les importations). *Au Japon*, l'économie se contracte de 0,2% après une croissance de 0,6% au quatrième trimestre, en lien principalement avec la réduction des dépenses publiques (-0,5% contre +0,3% au trimestre précédent) et des exportations (-0,5% contre +1,7%).

Dans le groupe des pays émergents et pays en développement, les évolutions sont contrastées. La croissance ralentit en Chine (+1,2% après +1,6% au quatrième trimestre 2024), du fait d'une demande intérieure peu dynamique, en lien avec les difficultés du marché immobilier et les effets persistants de la pandémie. La croissance ralentit également en Indonésie (+1,1% après +1,2%), en Turquie (+1,0% après +1,7%) et en Afrique du Sud (+0,1% après +0,4%). A contrario, elle s'accélère au Brésil (+1,4% après +0,1%) et en Inde (+2,0% après +1,9%).

Sur l'ensemble de l'année 2025, et selon le FMI (avril 2025), la croissance de l'économie mondiale devrait décélérer à 2,8% après 3,3% en 2024. Dans le groupe des pays avancés, le taux de croissance économique ralentirait à 1,4% après 1,8%. Ce ralentissement devrait principalement être observé aux Etats-Unis (+1,8% après +2,8%) et dans la zone euro (+0,8% après +0,9%). Par contre, l'on enregistrerait une accélération au Japon, (+0,6% après +0,1%) et un maintien du taux de croissance à 1,1% au Royaume-Uni.

Dans le groupe des pays émergents et des pays en développement, la croissance ralentirait également (+3,7% après 4,3% en 2024). Ce ralentissement serait observé dans les principales économies du groupe, notamment en Chine (+4,0% après +5,3% en 2024),

en Inde (+6,2% après 6,5%), au Brésil (+2,0% après +3,4%) et en Russie (+1,5% après +4,1%). En Afrique subsaharienne, la croissance devrait décélérer à 3,8% après 4,0% en 2024. Cette décélération devrait en particulier être perceptible au Nigeria (+3,0% après +3,4% en 2024). Par contre, la croissance s'accélérerait en Afrique du Sud (+1,0% après +0,6%). Dans la zone CEMAC, la BEAC estime le taux de croissance à 2,4% en 2025 contre 2,9% en 2024.

S'agissant des prix, l'inflation mondiale devrait baisser à 4,3% en 2025 après 5,4% en 2024, en lien avec les effets escomptés de la politique monétaire restrictive mise en place par les banques centrales. Elle serait de 2,5% après 2,6% dans le groupe des pays avancés et 5,5% après 7,7% dans celui des pays émergents et en développement. Dans la zone CEMAC, l'inflation devrait ralentir à 2,8% en moyenne annuelle en 2025 contre 4,1% en 2024.

Cours des matières premières

Au premier trimestre 2025, les cours moyens des principales matières premières exportées par le Cameroun affichent des évolutions contrastées par rapport au trimestre précédent. Les cours du pétrole brut, du gaz naturel liquéfié, du cacao brut, de la banane, du café, de l'aluminium et du fer sont orientés à la hausse, tandis que ceux du coton brut, du caoutchouc brut, des bois sciés, des bois en grumes et du plomb enregistrent une baisse. Dans ce contexte, **l'indice global** des prix des principaux produits exportés par le Cameroun progresse de 2,1% par rapport au trimestre précédent.

Produits énergétiques

Au premier trimestre 2025, l'indice des prix des produits énergétiques enregistre une hausse de 2,1%, marquant un changement de tendance après le recul de 5,1% observé au trimestre précédent. Cette évolution s'explique principalement par la progression de 1,7% des cours du pétrole brut, lesquels se situent à 75,8 dollars le baril. Cette hausse des cours du pétrole brut est notamment liée aux tensions géopolitiques persistantes au Moyen-Orient, ainsi qu'à une demande saisonnière accrue durant la période hivernale. Toutefois, en glissement annuel, les cours affichent une baisse de 8,6%. D'après la Banque mondiale, les cours moyens du baril devraient reculer de 20,7% sur l'ensemble de l'année 2025.

Les cours du Gaz Naturel Liquéfié (GNL) enregistrent une hausse de 7,5%, atteignant 14,4 dollars par million de BTU. Cette évolution s'explique par une combinaison de facteurs, notamment : (i) les faibles niveaux des stocks de gaz naturel dans la zone euro, augmentant les craintes de pénurie en hiver ; (ii) les conditions météorologiques peu clémentes ; (iii) la baisse de la production du gaz de schiste aux Etats-Unis. Les cours du GNL connaissent une augmentation de 65,3% par rapport au premier trimestre 2024. Ils devraient augmenter de 5,8% en moyenne sur l'ensemble de l'année 2025.

Produits non énergétiques

Produits agricoles

Au premier trimestre 2025, l'indice des prix des matières premières agricoles enregistre une progression de 9,7%, prolongeant la tendance haussière observée au trimestre précédent (+2,8%). Cette hausse s'explique par celle des cours des principaux produits agricoles exportés, à l'exception du coton brut et du caoutchouc, dont les cours ont

légèrement reculé. En glissement annuel, l'indice affiche une croissance de 36,7%, portée principalement par la flambée des prix du cacao.

Les cours du **cacao brut** atteignent 9,7 dollars le kilogramme, en hausse de 9,9% par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, ils enregistrent une progression de 57,2%, principalement en raison des conditions climatiques défavorables qui continuent de perturber la production en Côte d'Ivoire et au Ghana, les deux principaux pays producteurs. Selon les prévisions de la Banque mondiale, une hausse moyenne de 9,1% est attendue sur l'ensemble de l'année 2025.

Les cours du **coton brut** s'établissent à 1,7 dollar le kilogramme, en baisse de 4,5% par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, ils enregistrent un repli de 19,8%, sous l'effet d'une hausse de l'offre mondiale, portée notamment par la reprise de la production au Brésil, aux Etats-Unis et en Australie. La diminution de la demande en provenance de la Chine et de l'Union européenne, deux importants bassins de consommation, explique également la baisse des cours. Il est prévu une baisse des cours moyens, de l'ordre de 13,7% en 2025.

Les cours du **caoutchouc brut** diminuent de 1,0% pour s'établir à 1,98 dollar le kilogramme. En glissement annuel, ils affichent une hausse marquée de 25,8%, portée par une demande soutenue de l'industrie automobile, notamment pour la fabrication de pneumatiques, ainsi que par une réduction de l'offre en provenance de Thaïlande et d'Indonésie. Selon les prévisions de la Banque mondiale, une hausse importante de 14,0% est attendue en 2025.

Les cours de la **banane** s'établissent à 1,2 dollar le kilogramme, en hausse de 31,9% par rapport au trimestre précédent, sous l'effet d'un repli de l'offre mondiale. En glissement annuel, les cours de la banane enregistrent un recul de 26,4%. Selon les prévisions de la Banque mondiale, les cours moyens de la banane devraient rester quasi stables (-0,3%) en 2025.

Les cours du **café arabica** s'établissent en moyenne à 8,6 dollars le kilogramme, en hausse de 26,2% par rapport au trimestre précédent. Le **café robusta** enregistre également une progression de ses cours moyens de 12,5%, atteignant 5,6 dollars le kilogramme. Cette dynamique s'explique par les conditions climatiques défavorables dans les principaux pays producteurs, notamment le Brésil et le Vietnam, réduisant ainsi l'offre mondiale. La hausse des cours a été amplifiée par une demande croissante, des perturbations des chaînes d'approvisionnement liées aux conflits au Moyen-Orient, ainsi que par l'augmentation généralisée des prix des engrais. En glissement annuel, les cours du **café arabica** augmentent de 87,9%, tandis que ceux du robusta croissent de 63,9 %. D'après la Banque mondiale, des hausses des prix de 51,2% pour le café arabica et de 24,6% pour le café robusta sont anticipées pour l'ensemble de l'année 2025.

Produits forestiers

Au premier trimestre 2025, l'indice des prix des produits forestiers enregistre une baisse de 1,6% par rapport au trimestre précédent, en lien avec la baisse des cours des bois sciés et des bois grumes.

Les cours des **bois sciés** reculent de 1,7% pour s'établir en moyenne à 686,6 dollars le mètre cube, en lien avec une baisse de la demande mondiale. De même, les cours des

bois bruts régressent de 1,3% et se chiffrent à 314,1 dollars le mètre cube en moyenne. En glissement annuel, les cours des bois sciés diminuent de 0,6% et ceux des bois bruts baissent de 6,2%. Pour l'année 2025, la Banque mondiale anticipe une hausse des cours de 3,0% pour les bois bruts et une légère baisse de 0,9% pour les bois sciés.

Métaux et minerais

Au premier trimestre 2025, l'indice des prix des principaux métaux et minerais exportés par le Cameroun progresse de 1,8% par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, il augmente de 13,8%.

Le prix de l'**aluminium brut** s'accroît de 2,1% pour s'établir à 2 626,8 dollars la tonne. Cette hausse est liée à celle de la demande mondiale, notamment dans les secteurs de l'automobile et de la construction. En glissement annuel, le prix de l'aluminium enregistre une progression de 19,4%. Il devrait connaître une baisse de 10,1% en 2025.

Les cours du **minerai de fer** restent quasi stables (+0,2%) et s'établissent en moyenne à 101,6 dollars la tonne. Toutefois, en glissement annuel, ils reculent de 17,6%, en lien avec la baisse de la demande mondiale, conséquence du ralentissement de l'économie chinoise, affectée par les difficultés persistantes du secteur immobilier et la baisse de la production d'acier, principal débouché de ce minerai. Sur l'ensemble de l'année, l'on anticipe une baisse de 13,2%.

Le prix du **plomb** s'établit en moyenne à 1 969,7 dollars la tonne, en baisse de 1,7% par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, le prix de l'aluminium diminue de 5,1%. Sur l'ensemble de l'année 2025, il devrait baisser de 1,9%.

Tableau 1 : Evolution des cours des principales matières premières exportées

Périodes	1 ^{er} trim. 2024	4 ^{ème} trim. 2024	1 ^{er} trim. 2025	Variations (en %)		Variations annuelles (en %)
Libellés	a	b	c	c/a	c/b	2025*
Produits Energétiques	254,1	235,5	240,5	-5,4	2,1	
Pétrole brut (\$/baril)	83	74,5	75,8	-8,6	1,7	-20,7
Gaz naturel liquéfié (\$/MBTU)	8,7	13,4	14,4	65,3	7,5	5,8
Produits non Energétiques	143,8	161,3	164,5	14,4	2,0	
Produits Agricoles	204,3	254,6	279,3	36,7	9,7	
Cacao (\$/kg)	6,2	8,8	9,7	57,2	9,9	9,1
Coton brut (\$/kg)	2,1	1,8	1,7	-19,8	-4,5	-13,7
Caoutchouc brut (\$/kg)	1,6	2	1,98	25,4	-1	14
Banane (\$/kg)	1,6	0,9	1,2	-26,4	31,9	-0,3
Café (\$/kg)	4	5,9	7,1	77,6	20,4	37,9
Dont Café arabica (\$/kg)	4,6	6,8	8,6	87,9	26,2	51,2
Café robusta (\$/kg)	3,4	5	5,6	63,9	12,5	24,6
Produits forestiers	97,5	97,0	95,4	-2,2	-1,6	
Bois sciés (\$/m ³)	691,1	698,5	686,6	-0,6	-1,7	-0,9
Bois brut (grumes) (\$/m ³)	334,9	318,2	314,1	-6,2	-1,3	3
Métaux et minerais	142,9	159,8	162,6	13,8	1,8	
Aluminium brut (\$/tonne)	2199,1	2572,6	2626,8	19,4	2,1	-10,1
Fer (\$/tonne métrique)	123,3	101,4	101,6	-17,6	0,2	-13,2
Plomb sous forme brute (\$/tonne)	2075,6	2004,6	1969,7	-5,1	-1,7	-1,9
Indice global	232,2	223,1	227,7	-1,9	2,1	

Sources : INSEE, FMI, MINFI *Estimations Banque Mondiale

Taux de change

Au premier trimestre 2025, par rapport au trimestre précédent, le franc CFA se déprécie face aux monnaies des principaux partenaires du Cameroun, notamment le dollar américain (+3,0%), le yen japonais (+2,6%), la livre sterling (+0,1%), le yuan chinois (+0,1%), les DTS (+1,0%), la rouble russe (+3,3%), le naïra nigérian (+16,6%), la roupie indienne (+1,6%) et le dirham émirati (+2,8%).

En glissement annuel, le franc CFA se déprécie vis-à-vis du dollar américain (+5,4%), de la livre sterling (+3,6%), du yuan chinois (+2,1%), des DTS (+2,5%), de la roupie indienne (+1,0%) et du dirham des Émirats arabes unis (+4,9%). Il s'apprécie face à la rouble russe (-5,5%), au naïra (-21,7%) et au yen japonais (-0,4%).

Tableau 2: Evolution du taux de change nominal du FCFA vis-à-vis des principales devises

Périodes	1 ^{er} trim. 2024	4 ^{ème} trim. 2024	1 ^{er} trim. 2025	Variations trimestrielles (en %)	
Libellés	a	b	c	c/a	c/b
Dollar américain	600,9	614,7	633,4	5,4	3,0
Yen japonais	4,12	4,0	4,10	-0,4	2,6
Livre sterling	761,6	788,2	789,2	3,6	0,1
Yuan chinois	83,9	85,5	85,6	2,1	0,1
DTS	798,8	810,7	818,8	2,5	1,0
Rouble russe	6,67	6,1	6,3	-5,5	3,3
Naïra	0,54	0,36	0,42	-21,7	16,6
Roupie indienne	7,25	7,20	7,32	1,0	1,6
Dirham Emirats Arabes Unis	163,8	167,3	171,9	4,9	2,8

Source : Banque de France

SECTEUR REEL

De l'exploitation des données de l'enquête de conjoncture économique réalisée par le Ministère des Finances, au titre du premier trimestre 2025, il ressort que le chiffre d'affaires des entreprises recule de 5,9% par rapport au trimestre précédent. Ce recul est tiré par la baisse de 19,5% du chiffre d'affaires du secteur tertiaire. Par contre, les chiffres d'affaires du secteur primaire et du secteur secondaire augmentent respectivement de 12,8% et 4,3%.

L'indice des prix à la consommation finale des ménages progresse de 0,4%, tiré par la hausse des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+0,6%) et des coûts liés au « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+0,7%). Les contraintes climatiques, énergétiques, infrastructurelles et sécuritaires demeurent les principales préoccupations des entreprises. La croissance de la valeur ajoutée est projetée à 3,9% en 2025 après 3,5% en 2024.

Secteur primaire

Au premier trimestre 2025, le secteur primaire connaît une hausse de 12,8% du chiffre d'affaires comparativement au trimestre précédent. Cette évolution s'explique notamment par l'amélioration de la production des agro-industries, en lien avec le cycle végétatif de certaines cultures, pour lesquelles le premier trimestre est la période de grande production. La croissance du secteur primaire est estimée à 4,1% en 2025 après 3,5% en 2024.

Dans l'**agriculture industrielle et d'exportation**, le premier trimestre correspond à la période de reprise dans le cycle de production de certaines spéculations, notamment l'huile de palme brute et le coton. A l'inverse, il correspond à la période de baisse de production pour la banane et le caoutchouc.

La production de **banane** diminue de 10,8% par rapport au trimestre précédent, du fait de la morosité des activités à la société des plantations du Haut Penja (PHP) et à la Compagnie Bananière de Mondoni sur la période. En glissement annuel, la production de banane croît de 0,8%. Au terme de l'année, elle progresserait de 5,7% selon les projections des chefs d'entreprises.

La production de **caoutchouc** brut enregistre une baisse de 23,8% par rapport au trimestre précédent, du fait de la saisonnalité et du vieillissement des plantations. En glissement annuel, la production progresse de 8,4%, en lien avec la hausse des commandes et l'entretien des plantations. Au terme de l'année 2025, la production de caoutchouc progresserait de 8,6%.

La production de **coton** progresse de 189,5% par rapport au trimestre précédent, le premier trimestre correspondant à la grande période de récolte. En glissement annuel, la production de coton baisse de 8,7%, du fait des conditions climatiques défavorables. Au terme de l'année, elle serait quasi stable par rapport à l'année précédente.

La production de **huile de palme brute** a presque triplé au premier trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent et se situe à 77 630 tonnes, en lien avec la grande campagne

de récolte. En glissement annuel, elle baisse de 10,6%. Au terme de l'année, la production d'huile de palme brute régresserait de 2,0%. Les importations d'huiles brutes ou raffinées reculent de 2,0% au premier trimestre 2025. Toutefois, l'on s'attend à une hausse des importations d'huiles de palme au terme de l'année.

Dans la **sylviculture et exploitation forestière**, la production de **grumes** progresse de 4,3% au premier trimestre 2025 par rapport au quatrième trimestre 2024. En glissement annuel, la production de grumes est quasi stable. Au terme de l'année, les opérateurs de la filière projettent une baisse de 4,9% de la production, en lien notamment avec la mesure gouvernementale consistant à surtaxer ce produit, afin d'encourager la 1^{ère} et 2^{ème} transformation du bois.

Pour ce qui est des débités, la production baisse de 18,9% par rapport au trimestre précédent. Comparativement à la même période de l'année précédente, la production diminue de 5,5%, en lien avec la baisse des commandes. Au terme de l'année, elle reculerait de 3,9%.

Tableau 3 : Taux de croissance de la production par spéculation (en %)

Libellés	1 ^{er} trim. 2025/ 4 ^{ème} trim.2024	1 ^{er} trim. 2025/ 1 ^{er} trim. 2024	Estimations 2025
Banane	-10,8	0,8	5,7
Huile de palme brute	198	-10,6	-2
Caoutchouc	-23,8	8,4	8,6
Coton	189,5	-8,7	0
Bois grume	4,3	0,1	-4,9
Débités	-18,9	-5,5	-3,9

Source : Enquête de conjoncture MINFI

Secteur secondaire

Au premier trimestre 2025, le chiffre d'affaires du secteur secondaire progresse de 4,3% comparé au trimestre précédent, tiré notamment par la hausse des ventes de l'énergie, du ciment, des huiles végétales et des produits issus de la transformation du cacao. Les défis liés à la hausse des coûts de l'énergie, au mauvais état des infrastructures routières et à la situation sécuritaire dans les régions du Nord-ouest, du Sud-ouest et de l'Extrême-nord demeurent les préoccupations des chefs d'entreprises. La croissance du secteur est estimée à 2,9% en 2025 après 1,2% en 2024.

Les **industries manufacturières** regroupent les « industries agroalimentaires » et les « autres industries manufacturières ».

Au premier trimestre 2025, l'activité de production dans les **industries agroalimentaires** affiche une évolution contrastée. Elle progresse dans les industries de boissons (+2,7%), les industries des corps gras et d'aliments pour animaux (+26,4%), ainsi que dans les industries de transformation du cacao, de café, thé et sucre (+59,4%). Par contre, elle baisse dans la « fabrication de produits à base de céréales » (-6,6%), le « travail de grains et fabrication des produits amylacés » (-5,3%) et les industries de « production, de transformation et de conservation de la viande, du poisson et des produits de la pêche »

(-16,7%). Au terme de l'année 2025, la croissance de la valeur ajoutée dans les industries agroalimentaires est estimée à 4,2%.

Par branche d'activités, on observe les évolutions suivantes :

Dans les « **industries de production, de transformation et de conservation de la viande, du poisson et des produits de la pêche** », la production de viande baisse de 16,7% au premier trimestre 2025, comparée au trimestre précédent, en lien avec le recul de la demande après les festivités de fin d'année. En glissement annuel, la production recule de 5,0%, du fait, entre autres, de la dégradation des pâturages et du mauvais état des routes qui allonge la durée des voyages, induisant des pertes de bêtes sur le trajet vers les abattoirs des centres urbains. Au terme de l'année, la production de viande serait quasi-stable.

Dans la branche « **travail de grains et fabrication des produits amylacés** », la production recule de 5,3% au premier trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent, en lien avec la baisse de 6,0% de la production de farine. En glissement annuel, la production dans la branche progresse de 7,0%, en lien avec la mise en service d'une nouvelle usine de production de farine à Kribi. Au terme de l'année, la production croîtrait de 14,0%.

Dans les « **industries du cacao, café, thé et sucre** », la production de la branche croît de 59,4% sur les trois premiers mois de 2025 comparée au trimestre précédent, du fait de l'accroissement de la production de **sucre**, après la reprise des activités le trimestre précédent. En glissement annuel, la production de la branche recule de 10,6%, en lien avec la baisse de 16,0% de la production de sucre. La baisse de la production de sucre s'explique notamment par la destruction d'environ 150 hectares des plantations de canne à sucre de la SOSUCAM, suite à l'incendie survenu en février 2025. Au terme de l'année, la production de la branche reculerait de 3,4%.

Les productions de **masse de cacao** et de **beurre de cacao** baissent respectivement de 4,7% et 3,8% au premier trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, la production de masse de cacao augmente de 18,8%, tandis que celle de beurre de cacao recule de 24,5%, en lien avec la baisse des commandes. Les projections de fin d'année tablent sur une baisse de la production de masse de cacao de 16,6% et d'une hausse de celle de beurre de cacao de 3,4%.

La production de **thé** recule de 32,9% par rapport au trimestre précédent, du fait du cycle de production dont les pics sont observés au 2^{ième} et 4^{ième} trimestres. En glissement annuel, la production est quasi-stable. Elle croîtrait de 10,9% au terme de l'année.

Dans les « **Industries des corps gras et d'aliments pour animaux** », la production augmente de 26,4% au premier trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent, tirée par la hausse de la production de tourteaux de palmiste (+47,1%), en lien avec la disponibilité des noix de palme. La production des huiles raffinées progresse de 7,0%. En glissement annuel, la production de la branche baisse de 13,0%, imputable aux baisses respectives des productions des huiles raffinées (-12,3%) et des aliments pour animaux (-13,6%). Les projections de production de fin d'année 2025 tablent sur une hausse de 4,4% sous l'hypothèse d'une meilleure disponibilité de la matière première.

Dans la branche « **fabrication de produits à base de céréales** », la production des biscuits et des pâtes alimentaires baisse de 6,6% au premier trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, elle progresse de 15,7%, en lien avec l'accroissement de la demande.

La production dans les « **industries de boissons** » augmente de 2,7% au premier trimestre 2025, comparée au trimestre précédent. De janvier à mars 2025 et en glissement annuel, la production progresse de 9,4%, en raison, entre autres, de l'extension des usines de production, notamment à Yaoundé et à Douala, et de l'amélioration des capacités de production de verre. Au terme de l'année 2025, la production croîtrait de 7,2%.

Au premier trimestre 2025 et par rapport au trimestre précédent, la production dans le sous-secteur des « **autres industries manufacturières** » enregistre des évolutions contrastées. Elle augmente notamment dans les branches, « fabrication de papiers et articles en papier » (+1,2%), « production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc » (+25,9%), « fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels) » (+3,5%) et « fabrication d'autres produits minéraux non métalliques » (+2,3%). A contrario, la production recule dans les « industries du bois sauf fabrication des meubles » (-9,5%), « Fabrication de meubles, activités de fabrication » (-25,2%), « industries chimiques et fabrication de produits chimiques » (-7,2%). En glissement annuel, la production croît dans toutes les sous branches excepté celles des « industries du bois sauf fabrication des meubles » (-38,8%) et « fabrication des meubles, activité de fabrication » (-19,3%). Au terme de l'année 2025, la croissance dans les « autres industries manufacturières » est projetée à 3,5%.

Dans les « **industries du textile et de la confection** », les activités de production de la CICAM sont à l'arrêt. L'entreprise continue de faire face aux difficultés techniques et financières.

L'activité dans les « **industries du bois sauf fabrication des meubles** » enregistre une baisse de 9,5% au premier trimestre 2025 comparativement au trimestre précédent. En glissement annuel, la production recule de 38,8%, en lien avec la baisse des commandes. Sur l'ensemble de l'année 2025, la production reculerait de 12,9%.

Dans la branche « **fabrication de papier et d'articles en papier, imprimerie et activité annexe à l'imprimerie** », la production augmente de 1,2% par rapport au trimestre précédent, en lien avec la reprise des commandes et la disponibilité de la matière première. En glissement annuel, elle progresse de 2,2%. Au terme de l'année 2025, la production croîtrait de 2,5%.

Pour ce qui est de la branche « **industries chimiques et fabrication de produits chimiques** », la production recule de 7,2% au premier trimestre comparée au trimestre précédent, en lien notamment avec la baisse de la production de savons et acides gras (-25,8%). Cette contre-performance s'explique principalement par les difficultés financières dont fait face l'un des acteurs du secteur oléagineux. La production de gaz médical a plus que doublé (+107,3%), en lien avec la disponibilité de la matière première et l'accroissement des commandes. En glissement annuel, la production dans la branche progresse de 2,5%. Sur l'ensemble de l'année 2025, l'activité dans la branche croîtrait

de 11,1% par rapport à 2024. S'agissant de la branche « **production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc** », la production augmente de 25,9% au premier trimestre 2025 par rapport au quatrième trimestre 2024, en raison de l'entrée en production des nouvelles plantations d'hévéa. En glissement annuel, la production augmente de 4,0%, en lien avec la hausse des commandes et l'entretien des plantations. Au terme de l'année 2025, l'activité progresserait de 0,7%.

En ce qui concerne la branche « **fabrication d'autres produits minéraux non métalliques** », la production croît de 2,3% au premier trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent, en lien avec la hausse des commandes de verres et de ciments. En glissement annuel, elle est quasi-stable. Les projections de fin d'année tablent sur une hausse de la production de 1,4%.

Les activités dans la branche « **fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)** » enregistrent une hausse de 3,5% de la production au premier trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent, en lien avec l'accroissement de la production de fer à béton. La production des lingots et des plaques d'aluminium recule de 40,8%, en lien avec l'arrêt de plus de 50% des cuves d'électrolyse pour défaillance technique. En glissement annuel, la production dans la branche progresse de 4,5%. Elle est projetée à 6,0% au terme de l'année 2025.

Dans la « **Production et la distribution d'électricité** », la production d'électricité augmente de 12,1% au premier trimestre 2025 comparée au trimestre précédent, en lien notamment avec la hausse des achats auprès des producteurs indépendants (+29,6%). En glissement annuel, la production d'électricité progresse de 10,7%, soutenue principalement par la mise en service progressive du barrage de Nachtigal et de l'usine de pied du barrage de Lom-Pangar. La croissance de la branche est estimée à 4,8% en 2025.

Dans la « **production et distribution d'eau et assainissement** », l'activité recule de 10,5% au premier trimestre 2025 comparée au trimestre précédent. En glissement annuel, elle baisse de 1,8%. Au terme de l'année 2025, la croissance de la branche est projetée à 4,4%.

Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire enregistre au premier trimestre 2025 et par rapport au trimestre précédent, une baisse de 19,5% de son chiffre d'affaires, en lien avec le recul des activités de commerce après les festivités de fin d'année. En glissement annuel, le chiffre d'affaires progresse de 8,5%. Cette évolution est attribuable à la bonne tenue de l'activité dans les branches « Commerce et réparations » (+8,0%), « Information et télécommunications » (+13,5%), « transport et entreposage » (+4,9%) et « Hôtellerie et restauration » (+3,4%). La croissance du secteur est estimée à 4,2% en 2025 après 4,5% en 2024. Par branches d'activités, on relève les évolutions ci-après :

Dans la branche « **Information et télécommunications** », le chiffre d'affaires progresse de 2,2% au premier trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent et le nombre d'abonnés augmente de 10,2%. En glissement annuel, le chiffre d'affaires augmente de 13,5%, en lien avec, entre autres, le maintien des activités marketing, l'amélioration de

la couverture réseau, l'utilisation des services internet et Mobile Money, ainsi que la multiplication des offres promotionnelles. Au terme de l'année, le chiffre d'affaires progresserait de 4,9%.

Le chiffre d'affaires de la branche « **Hôtellerie et restauration** » recule de 1,4% au premier trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent, imputable au recul des activités après les périodes de fêtes de fin d'années. Le nombre de nuitées et le taux d'occupation des chambres diminuent respectivement de 6,3% et de 5,9%. En glissement annuel, le chiffre d'affaires de la branche progresse de 3,4%. Il est projeté à 1,0% au terme de l'année 2025.

Le chiffre d'affaires de la branche « **Commerce et réparations** » recule de 25,9% au premier trimestre 2025 par rapport au quatrième trimestre 2024, du fait de la baisse des activités après les périodes de fêtes de fin d'année. Par rapport à la même période de 2024, le chiffre d'affaires progresse de 8,0%. Sur l'ensemble de l'année 2025, le chiffre d'affaires croîtrait de 6,5%.

Dans la branche « **Transport et entreposage** », le chiffre d'affaires augmente de 2,0% au premier trimestre 2025 par rapport au quatrième trimestre 2024. En glissement annuel, le chiffre d'affaires croît de 4,9%. Les projections de fin d'année tablent sur une hausse de 1,8% du chiffre d'affaires. Par type de transport, les évolutions sont les suivantes :

Dans le ***transport maritime***, le chiffre d'affaires du Port Autonome de Douala (PAD) progresse au premier trimestre de 25,9% par rapport au quatrième trimestre 2024, en lien avec le paiement de la redevance domaniale, qui se fait en début d'année. Le trafic global au port autonome de Douala baisse de 6,9% au premier trimestre 2025, comparé au trimestre précédent, imputable aux baisses combinées de 8,1% du tonnage des marchandises à l'importation et de 1,8% du tonnage des marchandises à l'exportation. Le nombre de navires ayant accosté au PAD est en baisse à 260 contre 293 au trimestre précédent. En glissement annuel, le chiffre d'affaires du transport maritime progresse de 3,2%. Par contre, le trafic global recule de 2,9%, tiré par les baisses respectives de 1,3% du tonnage des marchandises à l'importation et de 9,0% du tonnage des marchandises à l'exportation. Au terme de l'année 2025, le chiffre d'affaires progresserait de 1,0%.

Dans le ***Transport ferroviaire***, le chiffre d'affaires et l'activité reculent respectivement de 7,1% et de 7,8% au premier trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent. La baisse de l'activité s'explique par les replis de 15,1% du trafic voyageur et de 6,4% du tonnage des marchandises transportées, en lien avec les déraillements enregistrés sur les lignes. Par rapport à la même période de 2024, le chiffre d'affaires reste quasi-stable (+0,8%). Toutefois, en glissement annuel, l'activité recule de 3,1%, imputable à la baisse de 5,6% du tonnage des marchandises transportées, atténuée par la hausse de 9,7% du trafic voyageur. Au terme de l'année, le chiffre d'affaires croîtrait de 1,7%.

Dans le ***transport aérien***, le chiffre d'affaires de la société aérienne nationale CAMAIR-CO recule de 6,6% au premier trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent. En glissement

annuel, le chiffre d'affaires progresse de 23,1%, en lien avec le renforcement de la flotte de la compagnie avec deux Boeings 737. Il est projeté à 8,0% au terme de l'année.

Quant au **transport par oléoduc**, le chiffre d'affaires baisse de 2,5% au premier trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent, en lien avec le recul des exportations du pétrole brut du Tchad. En glissement annuel, le chiffre d'affaires progresse de 7,8%. Au terme de l'année, le chiffre d'affaires serait quasi-stable (+0,8%).

SECTEUR EXTERIEUR

Balance des paiements

Compte des transactions courantes

Au premier trimestre 2025, le solde du compte courant enregistre un excédent de 52,8 milliards contre un déficit de 100,9 milliards au trimestre précédent. Cette évolution résulte principalement de l'amélioration du solde des biens et de celui des revenus secondaires. Par contre, les soldes des services et des revenus primaires se dégradent.

L'excédent des biens s'améliore, passant de 93,7 milliards au quatrième trimestre 2024 à 308,4 milliards au premier trimestre 2025, en lien avec la hausse des recettes d'exportations FOB (+37,2 milliards) et la baisse des dépenses d'importations FOB (-177,6 milliards). La hausse des recettes d'exportations est consécutive à celle des ventes de cacao brut en fèves (+83,6 milliards), de gaz naturel liquéfié (+21,2 milliards), de coton brut (+16,5 milliards) et de bananes (+3,9 milliards). La baisse des importations s'observe notamment sur les achats de carburants et lubrifiants (-105,6 milliards), des produits du règne végétal (-43,9 milliards), des produits alimentaires industriels (-40,9 milliards) et des graisses et huiles animales ou végétales (-17,3 milliards).

Le déficit des services se situe à 215,3 milliards après 157,4 milliards, en lien avec la hausse des dépenses relatives à l'*assistance technique et services divers aux entreprises* (+71,5 milliards). Le déficit des revenus primaires se détériore de 26,4 milliards et se situe à 146,8 milliards, du fait de la hausse du paiement des dividendes aux investisseurs non-résidents et des intérêts sur la dette publique extérieure. L'excédent des revenus secondaires passe de 83,3 milliards à 106,5 milliards.

Tableau 4 : Balance des paiements (en milliards)

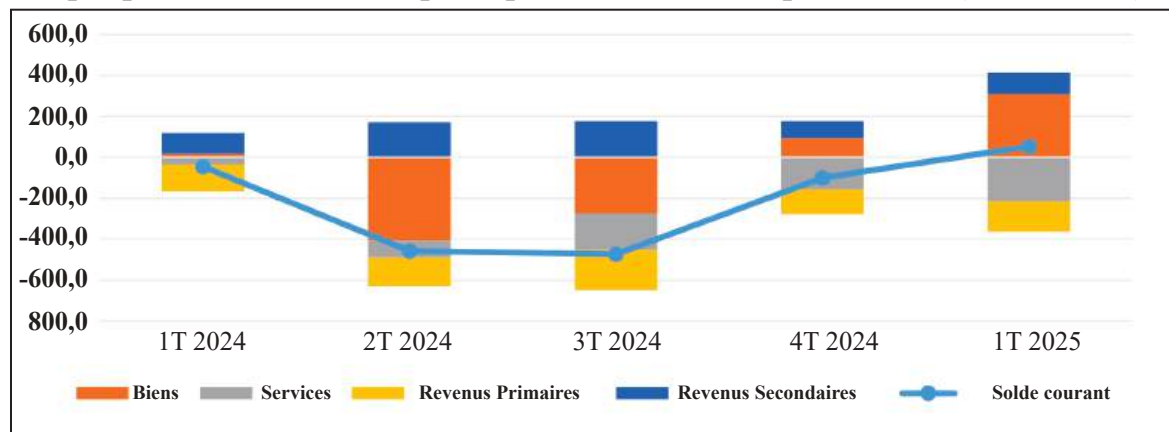
LIBELLES	1T2024	4T2024*	1T2025**	Variations	
	(a)	(b)	(c)	(c)-(b)	(c)-(a)
I- SOLDE COURANT	-46,5	-100,9	52,8	153,7	99,3
1- Balance des biens	16,4	93,7	308,4	214,7	292,0
2- Balance des services	-34,9	-157,4	-215,3	-57,8	-180,3
3- Balance des revenus primaires	-130,9	-120,4	-146,8	-26,4	-15,9
4- Balance des revenus secondaires	103,0	83,3	106,5	23,2	3,5
II- FINANCEMENTS EXTERIEURS	-78,4	335,6	-28,8	-364,4	49,6
1- Secteur privé non bancaire	64,0	287,6	303,2	15,6	239,2
Investissements Directs Etrangers (IDE)	74,0	230,9	127,0	-103,9	53,0
Investissements de portefeuille et Produits financiers dérivés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tirages nets (Hors IDE et IPF)	-9,9	56,7	176,2	119,5	186,2
2- Administration Publique	121,5	23,3	7,4	-15,9	-114,1
Dons projets (y compris C2D)	27,5	21,3	19,9	-1,4	-7,6
Tirages nets sur emprunt obligataire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tirages nets (hors obligations du trésor)	94,0	1,9	-12,5	-14,4	-106,5
3-Banques créatrices de monnaie	-263,9	24,8	-339,4	-364,2	-75,5
III- ERREURS ET OMISSIONS	10,3	-31,4	11,2	42,5	0,9
IV- SOLDE GLOBAL	-114,6	203,4	35,2	-168,2	149,8

Source : MINFI * Données mises à jour ; **Provisoires

En glissement annuel, le solde du compte courant s'améliore de 99,3 milliards. Cette amélioration s'explique principalement par la progression de 292,0 milliards de l'excédent du solde des biens. Par contre, le déficit des services et celui des revenus primaires s'aggravent respectivement de 180,3 milliards et 15,9 milliards. L'excédent des revenus secondaires reste quasi stable.

L'amélioration du solde des biens résulte principalement de la hausse des ventes de cacao brut en fèves (+286,9 milliards), de pâte de cacao (+18,4 milliards), de gaz naturel liquéfié (+15,7 milliards), de caoutchouc brut (+3,2 milliards), de carburant et lubrifiants (+3,2 milliards) et de beurre de cacao (+2,7 milliards). L'aggravation du déficit des services est en lien avec la hausse des dépenses de fret, ainsi que des dépenses relatives à l'assistance technique et services divers aux entreprises. Le déficit des revenus primaires se détériore, du fait principalement de la hausse des dividendes versés aux investisseurs étrangers.

Graphique 1 : Evolution des principaux soldes du compte courant (en milliards)



Source : MINFI

Financements extérieurs

Au premier trimestre 2025, les financements extérieurs se caractérisent par des sorties nettes de 28,8 milliards, contre des entrées nettes de 335,6 milliards au trimestre précédent. Le secteur privé non bancaire enregistre des entrées nettes de 303,2 milliards après 287,6 milliards au trimestre précédent. Elles sont constituées essentiellement des flux d'investissements directs étrangers (+127,0 milliards) et des tirages nets (+176,2 milliards). Les entrées nettes du secteur public s'élèvent à 7,4 milliards, en baisse de 15,9 milliards, du fait essentiellement de la baisse des tirages de 14,4 milliards. Le secteur bancaire enregistre des sorties nettes de 339,4 milliards contre des entrées nettes de 24,8 milliards au trimestre précédent.

En glissement annuel, les financements extérieurs enregistrent une réduction des sorties nettes qui passent de 78,4 milliards à 28,8 milliards. Cette évolution résulte principalement de la hausse des engagements extérieurs nets du secteur privé non bancaire et de la hausse des avoirs extérieurs nets des banques commerciales.

Le solde global qui se dégage de l'ensemble des transactions effectuées avec l'extérieur au cours du premier trimestre 2025 est excédentaire de 35,2 milliards, après 203,4 milliards au trimestre précédent. En glissement annuel, le solde global s'améliore de 149,8 milliards.

Tableau 5 : Balance des paiements (en milliards)

LIBELLES	1T2024 (a)	4T2024* (b)	1T2025** (c)	Variations (c)-(b)	(c)-(a)
I- SOLDE COURANT (Transferts publics inclus)	-46,5	-100,9	52,8	153,7	99,3
SOLDE COURANT (Transferts publics exclus)	-59,2	-114,6	40,7	155,3	99,9
1- Balance des biens	16,4	93,7	308,4	214,7	292,0
Exportations des biens FOB	1052,1	1354,4	1391,6	37,2	339,5
Dont exportations douanières FOB	826,0	1081,8	1117,5	35,8	291,5
Importations des biens FOB	-1035,7	-1260,8	-1083,2	177,6	-47,5
Dont importations douanières CAF	-1098,9	-1352,8	-1150,2	202,6	-51,3
2- Balance des services	-34,9	-157,4	-215,3	-57,8	-180,3
Transports	-60,4	-110,5	-72,2	38,3	-11,8
Assurances	-13,6	-20,0	-10,1	9,9	3,4
Voyages	18,7	-15,5	-18,2	-2,7	-36,8
Autres services	20,4	-11,4	-114,8	-103,3	-135,1
Dont Assistance technique et services divers	-26,3	-39,2	-69,2	-29,9	-42,9
3- Balance des revenus primaires	-130,9	-120,4	-146,8	-26,4	-15,9
Recettes	34,3	40,7	41,4	0,7	7,0
Dépenses	-165,3	-161,1	-188,2	-27,1	-22,9
Rémunération des salariés	-4,7	-18,7	-4,7	14,0	0,1
Investissements directs	-87,4	-93,7	-113,7	-20,0	-26,3
Investissements de portefeuille	-0,9	-1,3	-0,7	0,6	0,2
Autres investissements	-72,2	-47,3	-69,1	-21,7	3,1
<i>Dont intérêt sur la dette publique extérieure</i>	-68,9	-45,9	-63,9	-18,0	5,0
4- Balance des revenus secondaires	103,0	83,3	106,5	23,2	3,5
II- COMPTE DE CAPITAL & D'OPERATIONS FINANCIERES	-78,4	335,6	-28,8	-364,4	49,6
1- Compte de capital	47,0	28,9	27,1	-1,8	-19,8
Administrations publiques	27,5	21,3	19,9	-1,4	-7,6
Autres secteurs	19,5	7,6	7,2	-0,4	-12,2
2- Compte d'opérations financières	-125,3	306,7	-55,9	-362,6	69,4
Investissements directs	74,0	230,9	127,0	-103,9	53,0
Sortant	-45,7	-1,9	-1,4	0,5	44,2
Investissements de portefeuille	82,3	53,0	-105,1	-158,1	-187,4
Engagements (baisse -)	4,4	0,0	0,0	0,0	-4,4
Autres Investissements	-281,6	22,8	-77,8	-100,7	203,8
Administrations publiques	94,0	1,9	-12,5	-14,4	-106,5
Dont engagements	94,0	1,9	-12,5	-14,4	-106,5
- Tirages	292,1	133,3	168,5	35,2	-123,6
- Amortissements	-198,1	-131,4	-181,0	-49,6	17,1
Banques et Institutions financières	-346,2	-28,2	-234,3	-206,1	111,9
Avoirs (baisse +)	-6,3	-230,5	-66,9	163,6	-60,7
- Dépôts	-7,5	-102,9	-37,2	65,7	-29,7
- Autres avoirs	1,2	-127,6	-29,7	97,9	-31,0
Engagements (baisse -)	-340,0	202,3	-167,4	-369,7	172,5
-Dépôts	-299,0	235,5	-152,8	-388,3	146,2
-Autres engagements	-41,0	-33,2	-14,7	18,6	26,3
Privé non bancaire	-29,4	49,1	169,0	119,9	198,4
Avoirs (baisse +)	1,1	8,6	94,7	86,1	93,7
III- ERREURS ET OMISSIONS	10,3	-31,4	11,2	42,5	0,9
IV- SOLDE GLOBAL	-114,6	203,4	35,2	-168,2	149,8
V- FINANCEMENT	114,6	-203,4	-35,2	168,2	-149,8

Source : MINFI * Données mises à jour ; **Provisoires

Commerce extérieur

Evolution des échanges

Au premier trimestre 2025, la valeur des échanges commerciaux entre le Cameroun et l'extérieur se chiffre à 2 267,7 milliards, en baisse de 166,8 milliards par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, les échanges progressent de 342,8 milliards.

Hors hydrocarbures, la valeur des échanges s'élève à 1 736,9 milliards, en baisse de 56,9 milliards par rapport au trimestre précédent et en hausse de 414,0 milliards en glissement annuel.

Balance commerciale

Au premier trimestre 2025 et par rapport au trimestre précédent, le déficit de la balance commerciale se réduit de 238,3 milliards pour se situer à 32,7 milliards. Cette évolution résulte de la hausse de 35,8 milliards de la valeur des exportations et de la baisse de 202,6 milliards de la valeur des importations. Le taux de couverture augmente de 17,2 points pour se situer à 97,2%. Hors hydrocarbures, le déficit se réduit de 141,8 milliards pour se situer à 188,4 milliards. Le taux de couverture, quant à lui, progresse de 11,5 points et se situe à 80,4%.

En glissement annuel, le déficit se réduit de 240,3 milliards et le taux de couverture progresse de 22 points de pourcentage. Hors hydrocarbures, le déficit se réduit de 202,7 milliards et le taux de couverture progresse de 26,1 points.

Tableau 6 : Principaux résultats du commerce extérieur (en milliards)

Période	1 ^{er} trim. 2024	4 ^{ème} trim. 2024	1 ^{er} trim. 2025	Variations	
Libellé	a	b	c	c-b	c-a
Exportations	826,0	1 081,8	1 117,5	35,8	291,5
Pétrole	247,6	234,9	212,0	-22,8	-35,6
Gaz	106,4	100,9	122,1	21,2	15,7
Carburants et lubrifiants	6,0	14,2	9,1	-5,1	3,1
Hydrocarbures	360,0	350,0	343,2	-6,7	-16,8
Hors hydrocarbures	466,0	731,8	774,3	42,5	308,3
Importations	1 098,9	1 352,8	1 150,2	-202,6	51,3
Pétrole	0	0	0	0,0	0,0
Gaz	20,0	21,9	18,4	-3,5	-1,6
Carburants et lubrifiants	211,9	266,0	160,3	-105,6	-51,6
Autres hydrocarbures	10,1	3,0	8,9	5,9	-1,2
Hydrocarbures	241,9	290,8	187,6	-103,2	-54,4
Hors hydrocarbures	857,0	1 062,0	962,6	-99,3	105,6
Balance commerciale	-272,9	-271,0	-32,7	238,3	240,3
Hors hydrocarbures	-391,0	-330,1	-188,4	141,8	202,7
Echanges globaux	1 924,9	2 434,6	2 267,7	-166,8	342,8
Hors hydrocarbures	1 323,0	1 793,8	1 736,9	-56,9	414,0
Taux de couverture	75,2	80,0	97,2	17,2	22,0
Hors hydrocarbures	54,4	68,9	80,4	11,5	26,1

Source : MINFI

Importations

Les importations de biens au premier trimestre 2025 se chiffrent à 1 150,2 milliards, soit une baisse de 202,6 milliards par rapport au trimestre précédent. Cette évolution est liée à la baisse, tant des prix (-7,0%) que des volumes (-8,6%) des principaux produits importés.

La réduction des importations en valeur s'observe principalement sur les carburants et lubrifiants (-105,6 milliards), le froment (blé) et méteil (-34,4 milliards), les sucres et sucreries (-20,8 milliards), les machines et appareils mécaniques (-17,6 milliards), les produits de l'imprimerie et de l'édition (-8,8 milliards), les machines et appareils électriques (-5,2 milliards) et le riz (-3,4 milliards). En revanche, l'on observe un

accroissement des achats d'insecticides, fongicides, herbicides (+16,6 milliards), de poissons de mer congelés (+16,4 milliards), d'aluminium et ouvrages en aluminium (+10,7 milliards), de véhicules automobiles, tracteurs (+9,7 milliards) et de *fonte, fer et acier* (+7,4 milliards).

Les principaux produits importés au premier trimestre 2025 sont les carburants et lubrifiants (13,9% du total des importations), les machines et appareils mécaniques (8,8%), les machines et appareils électriques (7,7%), le riz (7,1%), les véhicules automobiles et tracteurs (6,8%), les poissons de mer congelés (3,8%), le froment (blé) et méteil (3,8%), les produits pharmaceutiques (3,6%), les matières plastiques (3,1%) et la fonte, fer et acier (3,1%). Hors hydrocarbures, les achats diminuent de 99,3 milliards pour se situer à 962,6 milliards. En glissement annuel, les importations progressent de 51,3 milliards. Hors hydrocarbures, elles progressent de 105,6 milliards.

Tableau 7 : Evolution des principaux produits importés (Q en millions de tonnes et V en milliards de FCFA)

Periodes	1 ^{er} trim. 2024		4 ^{er} trim. 2024		1 ^{er} trim. 2025		Poids au 1 ^{er} trim. 2025	Variations	
Produits	Q	V	Q	V	Q	V	d	d-c	d-a
Poissons et crustacés	59,2	46,0	31,8	27,4	53,3	43,9	3,8	16,6	-2,1
Poissons de mer congelés	59,2	46,0	31,7	27,2	53,1	43,7	3,8	16,4	-2,3
Animaux et produits du règne animal	65,3	58,1	38,5	39,2	59,4	54,1	4,7	14,9	-4,0
Céréales	439,0	109,7	685,9	164,1	514,3	128,4	11,2	-35,8	18,6
Froment(blé) et méteil	267,0	49,9	445,1	77,6	253,9	43,3	3,8	-34,4	-6,6
Riz	149,8	56,8	224,1	84,5	232,9	81,1	7,1	-3,4	24,3
Produits du règne végétal	482,0	127,4	748,0	188,7	558,8	144,8	12,6	-43,9	17,3
Sucres et sucreries	66,2	25,7	107,8	41,0	53,4	20,2	1,8	-20,8	-5,5
Sucres raffinés de canne ou de betterave	48,6	18,9	88,1	35,2	30,9	12,5	1,1	-22,8	-6,5
Produits alimentaires industriels	115,7	69,1	214,2	104,8	121,9	64,0	5,6	-40,9	-5,2
Sel ; soufre ; terres ; ciments	688,5	24,9	719,1	24,4	780,4	27,4	2,4	3,0	2,5
Clinkers	498,3	17,7	528,3	17,4	664,2	22,1	1,9	4,7	4,4
Hydrocarbures	458,2	241,9	600,7	290,8	402,0	187,6	16,3	-103,2	-54,4
Carburants et lubrifiants	383,0	211,9	537,2	266,0	327,2	160,3	13,9	-105,6	-51,6
Butanes liquéfiés	48,1	20,0	55,0	21,9	44,7	18,4	1,6	-3,5	-1,6
Produits minéraux	1 148,9	267,0	1 319,8	315,2	1 220,6	215,8	18,8	-99,4	-51,3
Produits pharmaceutiques	8,2	39,1	6,5	34,9	6,1	41,1	3,6	6,2	1,9
Produits chimiques divers	11,2	27,5	11,0	22,0	17,0	36,1	3,1	14,1	8,6
Insecticides ; fongicides ; herbicides etc.	6,9	21,2	5,3	13,4	12,3	30,0	2,6	16,6	8,8
Produits des industries chimiques	179,9	128,7	135,5	116,9	123,8	127,4	11,1	10,6	-1,2
Matières plastiques	46,5	38,8	54,1	44,9	43,0	36,2	3,1	-8,8	-2,6
Caoutchouc	9,3	10,2	10,3	12,7	8,9	10,7	0,9	-2,1	0,5
Matières plastiques et caoutchouc	55,8	48,9	64,3	57,7	51,8	46,8	4,1	-10,8	-2,1
Papiers et cartons	26,1	17,8	24,5	18,5	22,7	17,9	1,6	-0,6	0,1
Produits de l'imprimerie et de l'édition	1,6	5,0	1,4	20,4	1,2	11,7	1,0	-8,8	6,6
Pâte de bois; papiers et ses applications	29,2	24,4	26,7	39,6	25,0	30,7	2,7	-8,9	6,3
Fonte, fer et acier	83,3	38,8	61,2	27,9	83,2	35,3	3,1	7,4	-3,5
Ouvrages en fonte, fer et acier	17,9	20,7	21,7	30,9	21,8	26,7	2,3	-4,2	5,9
Aluminium et ouvrages en aluminium	3,6	8,0	5,5	15,3	7,7	26,1	2,3	10,7	18,1
Métaux communs et leurs ouvrages	109,4	72,7	94,5	82,3	117,9	94,1	8,2	11,8	21,4
Machines et appareils mécaniques	34,0	100,8	38,6	119,3	33,9	101,7	8,8	-17,6	0,9
Machines et appareils électriques	15,9	46,4	22,1	93,2	19,5	88,0	7,7	-5,2	41,6
Appareils pour la téléphonie	0,5	8,3	1,0	24,1	1,1	34,6	3,0	10,4	26,3
Machines et app. mécaniques ou électriques	49,8	147,2	60,8	212,5	53,5	189,8	16,5	-22,7	42,5
Véhicules automobiles ; tracteurs	41,6	63,9	48,7	69,1	48,3	78,8	6,8	9,7	14,9
Tracteurs	0,0	5,4	0,0	9,6	0,0	12,2	1,1	2,6	6,7
Véhicules de tourisme	0,0	27,9	0,0	28,7	0,0	27,2	2,4	-1,5	-0,7
Véhicules pour transport marchandises	0,0	15,1	0,0	16,3	0,0	21,1	1,8	4,8	6,0
Matériel de transport	42,9	66,7	50,2	71,2	52,8	87,6	7,6	16,4	20,9
Total général des importations		1 098,9		1 352,8		1 150,2	100,0	-202,6	51,3

Source : MINFI

Exportations

Au premier trimestre 2025, les exportations de biens s'élèvent à 1 117,5 milliards, en hausse de 35,8 milliards par rapport au trimestre précédent. Cette hausse est portée par l'augmentation des prix (+2,10%) des principaux produits vendus, les volumes ayant baissé de 13,4%.

L'accroissement des exportations en valeur s'observe essentiellement sur le cacao brut en fèves (+ 83,6 milliards), le gaz naturel liquéfié (+21,2 milliards), le coton brut (+16,5 milliards) et la banane (+3,9 milliards). Il est atténué par la baisse des ventes de la pâte de cacao (-24 milliards), des huiles brutes de pétrole (-22,8 milliards), des bois sciés (-13,1 milliards), du beurre de cacao (-9,9 milliards) et des carburants et lubrifiants (-5,1 milliards).

Les principaux produits exportés au premier trimestre 2025 sont le cacao brut en fèves (+44,8% du total des exportations), les huiles brutes de pétrole (+19,0%), le gaz naturel liquéfié (+10,9%), la pâte de cacao (+5,2%) et le coton brut (+4,2%). Hors hydrocarbures, les ventes progressent de 42,5 milliards pour se situer à 774,3 milliards. En glissement annuel, la valeur des exportations de biens augmente de 291,5 milliards. Hors hydrocarbures, elle progresse de 308,3 milliards.

Tableau 8 : Evolution des principaux produits exportés (Q en millions de tonnes et V en milliards de FCFA)

Périodes	1 ^{er} trim. 2024		4 ^{ème} trim. 2024		1 ^{er} trim. 2025		Poids au 1 ^{er} trim. 2025	Variations	
Produits	Q	V	Q	V	Q	V		d-c	d-a
		a		c		d			
Cacao brut en fèves	76,6	213,3	90,9	416,7	76,9	500,3	44,8	83,6	287,0
Huiles brutes de pétrole	739,8	247,6	772,0	234,9	681,4	212,0	19,0	-22,8	-35,6
Gaz naturel liquéfié	382,0	106,4	359,0	100,9	421,3	122,1	10,9	21,2	15,7
Pâte de cacao	15,0	40,1	21,9	82,4	12,7	58,5	5,2	-24,0	18,4
Coton brut	40,6	46,6	27,6	30,6	41,8	47,1	4,2	16,5	0,5
Bois sciés*	0,2	39,1	0,2	44,1	0,2	30,9	2,8	-13,1	-8,2
Beurre de cacao	7,1	20,8	5,3	33,3	3,8	23,4	2,1	-9,9	2,7
Bananes (y compris plantains)	53,3	7,7	67,9	10,3	49,0	14,2	1,3	3,9	6,5
Caoutchouc brut	12,0	9,0	20,3	16,0	12,1	12,2	1,1	-3,8	3,2
Aluminium brut	11,3	13,7	10,1	13,0	8,1	10,9	1,0	-2,1	-2,8
Bois brut (grumes)*	0,1	10,1	0,1	9,4	0,1	9,2	0,8	-0,1	-0,9
Carburants et lubrifiants	18,1	6,0	41,6	14,2	17,5	9,1	0,8	-5,1	3,1
Savons de ménage en morceaux	13,8	10,6	11,6	8,4	11,4	7,8	0,7	-0,6	-2,8
Autres exportations	69,5	33,0	104,7	39,8	125,7	34,5	3,1	-5,3	1,5
Total général des exportations	1 718,9	826,0	1 932,4	1 081,8	1 718,2	1 117,5	100,0	35,8	291,5

Source : MINFI * = quantités de bois en milliers de mètres cubes

FINANCES PUBLIQUES

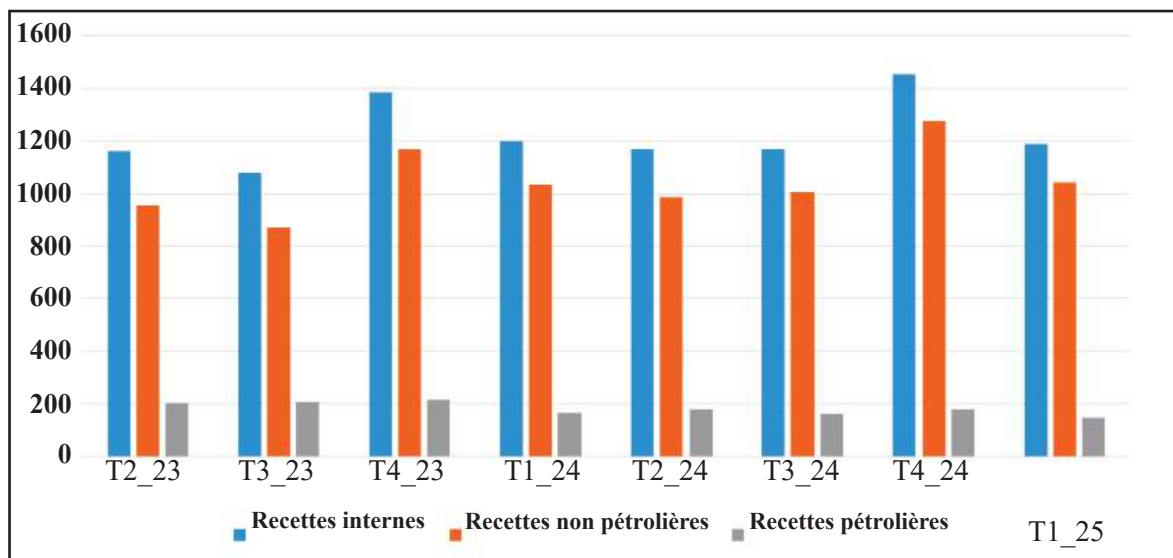
L'exécution du budget, au premier trimestre 2025 et comparativement à la même période de l'exercice précédent, se caractérise par une baisse des ressources et des dépenses.

Ressources budgétaires

Les ressources budgétaires totales mobilisées au cours du premier trimestre 2025 se chiffrent à 1 489,8 milliards et sont constituées de 1 189,2 milliards de recettes internes et 300,6 milliards d'emprunts et dons. Elles sont en baisse de 72,4 milliards (-4,6%) par rapport au premier trimestre 2024, du fait de la réduction des recettes internes et des emprunts et dons.

Les recettes budgétaires internes recouvrées se chiffrent à 1 189,2 milliards, en diminution de 9,9 milliards (-0,8%). Cette baisse s'observe principalement sur les recettes pétrolières.

Graphiques 2 : Evolution des recettes budgétaires internes (en milliards)

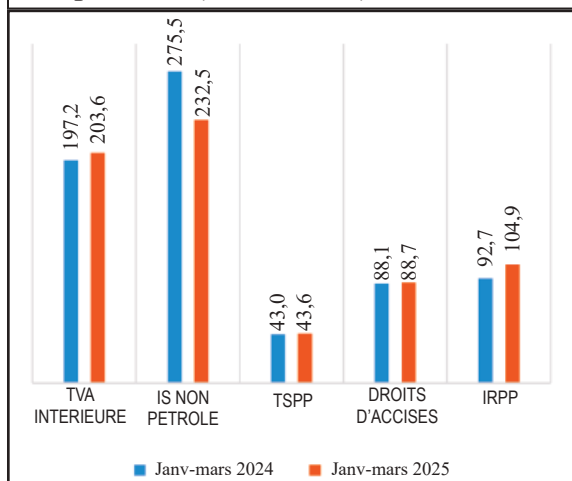


Source : MINFI/DP/FP

Les recettes pétrolières s'élèvent à 146,6 milliards, en diminution de 20,8 milliards (-12,4%) par rapport au premier trimestre 2024. Elles comprennent 98,5 milliards de redevance SNH et 48,1 milliards d'impôt sur les sociétés pétrolières.

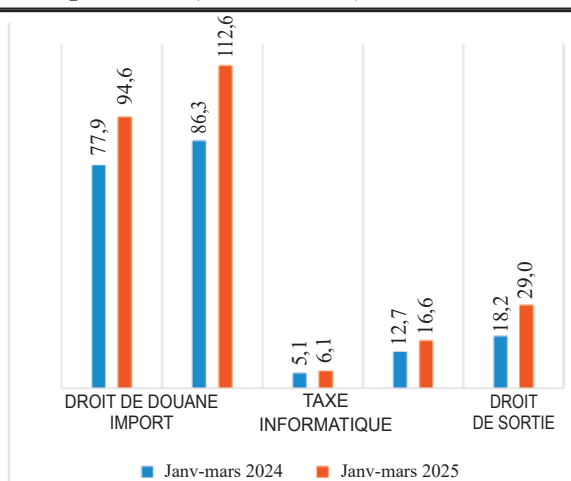
Les recettes non pétrolières passent de 1 031,7 milliards au premier trimestre 2024 à 1 042,6 milliards au premier trimestre 2025, en augmentation de 10,9 milliards (+1,1%). Cette évolution est essentiellement attribuable aux recettes douanières qui progressent de 59,6 milliards (+29,0%) pour se situer à 265,3 milliards. L'augmentation des recettes de douanes est perceptible sur toutes ses composantes, notamment : (i) les droits de douane à l'importation (+16,7 milliards) ; (ii) la TVA à l'importation (+ 26,3 milliards) ; (iii) les droits d'accise (+3,9 milliards) et ; (iv) les droits de sortie (+10,8 milliards). Par contre, les recettes des impôts et taxes diminuent de 36,7 milliards (-4,8%) pour se chiffrer à 732,4 milliards. Cette baisse est tirée par celle de l'impôt sur les sociétés non pétrolières (-43,0 milliards) et des droits d'enregistrement et du timbre (-13,2 milliards). Les recettes non fiscales régressent de 12,0 milliards (-21,1%) et s'établissent à 44,9 milliards.

Graphiques 3 : Evolution des recettes des impôts et taxes et leurs principales composantes (en milliards)



Source : MINFI/DP

Graphiques 4 : Evolution des recettes douanières et leurs principales composantes (en milliards)



Source : MINFI/DP

Les emprunts et dons décaissés au premier trimestre 2025 se chiffrent à 300,6 milliards, en baisse de 62,5 milliards (-17,2%) en glissement annuel. Ils sont constitués de 38,6 milliards de prêts projets ; 6,9 milliards de dons ; 72,0 milliards d'appuis budgétaires et 183,1 milliards d'émissions de titres publics.

Tableaux 9 : Evolution des ressources (en milliards)

RUBRIQUE DES RECETTES	1 ^{er} trim. 2024 (a)	1 ^{er} trim.2025 (b)	Variations relatives (en %)	Variations absolues
			(b)/(a)	(b)/(a)
A- RECETTES INTERNES	1199,1	1189,2	-0,8	-9,9
I-Recettes pétrolières	167,4	146,6	-12,4	-20,8
1-Redevance SNH	127,4	98,5	-22,7	-28,9
2- IS pétrole	40,0	48,1	20,6	8,1
II- Recettes non pétrolières	1031,7	1042,6	1,1	10,9
1- Recettes fiscales	974,8	997,7	2,3	22,9
a- Recettes des impôts et taxes	769,1	732,4	-4,8	-36,7
dont - IRPP	92,7	104,9	13,2	12,2
- TVA	197,2	203,6	3,2	6,4
- IS non pétrole	275,5	232,5	-15,6	-43,0
- Droits d'accises	88,1	88,7	0,7	0,6
- Droits d'enreg.et timbre	48,6	35,4	-27,2	-13,2
- TSPP	43,0	43,6	1,4	0,6
b- Recettes douanières	205,7	265,3	29,0	59,6
dont - Droits de douane à l'importation	77,9	94,6	21,4	16,7
- TVA à l'importation	86,3	112,6	30,5	26,3
- Taxe informatique	5,1	6,1	19,6	1,0
- Droits d'accises à l'importation	12,7	16,6	30,7	3,9
- Droits de sortie	18,2	29,0	59,3	10,8
2- Recettes non fiscales	56,9	44,9	-21,1	-12,0
B- EMPRUNTS ET DONs	363,1	300,6	-17,2	-62,5
- Prêts projets	155,1	38,6	-75,1	-116,5
- Dons	27,5	6,9	-74,9	-20,6
- Appuis budgétaires	0,0	72,0	-	72,0
- Emission des titres publics nets	50,6	183,1	261,9	132,5
- Autres Emprunts (y/c PARPAC et DTS)	129,9	0	-100,0	-129,9
TOTAL RESSOUR BUDGETAIRES	1562,2	1489,8	-4,6	-72,3

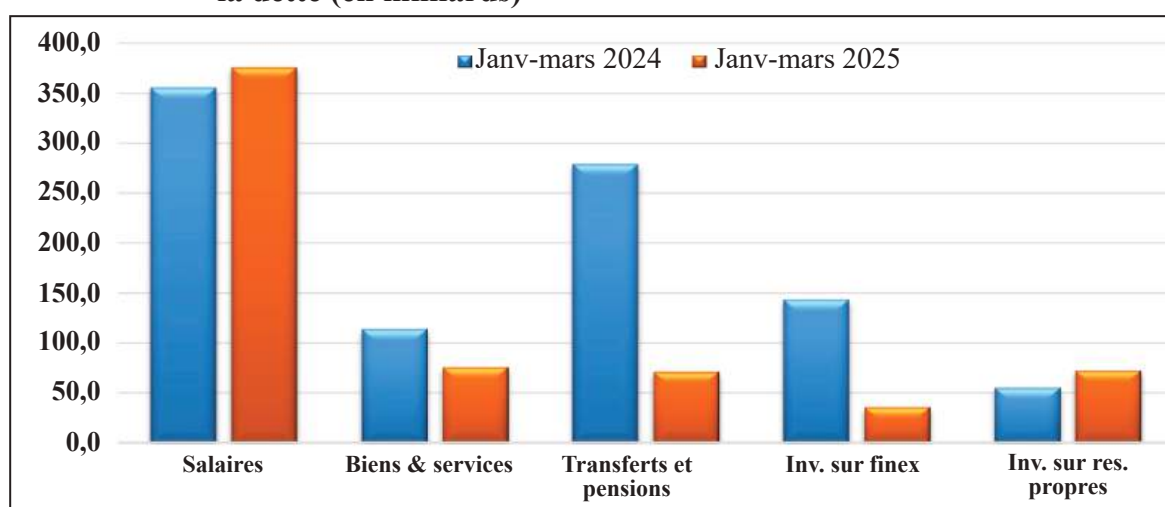
Source : MINFI/DP

Dépenses publiques

Les dépenses budgétaires totales base ordonnancements se chiffrent à 1 354,4 milliards au premier trimestre 2025 contre 1 518,6 milliards au premier trimestre 2024, soit une diminution de 164,2 milliards (-10,8%). Cette baisse est observable sur les principales rubriques.

Les dépenses courantes diminuent de 225,9 milliards (-30,2%) pour se situer à 523,1 milliards. Par sous-rubrique, *les dépenses de personnel* augmentent de 20,3 milliards (+5,7%) et s'établissent à 376,0 milliards. *Les dépenses de biens et services* diminuent de 38,1 milliards (-33,4%) pour se chiffrer à 75,9 milliards. *Les dépenses de transferts et pensions* s'élèvent à 71,2 milliards, en baisse de 208,1 milliards (-74,5%).

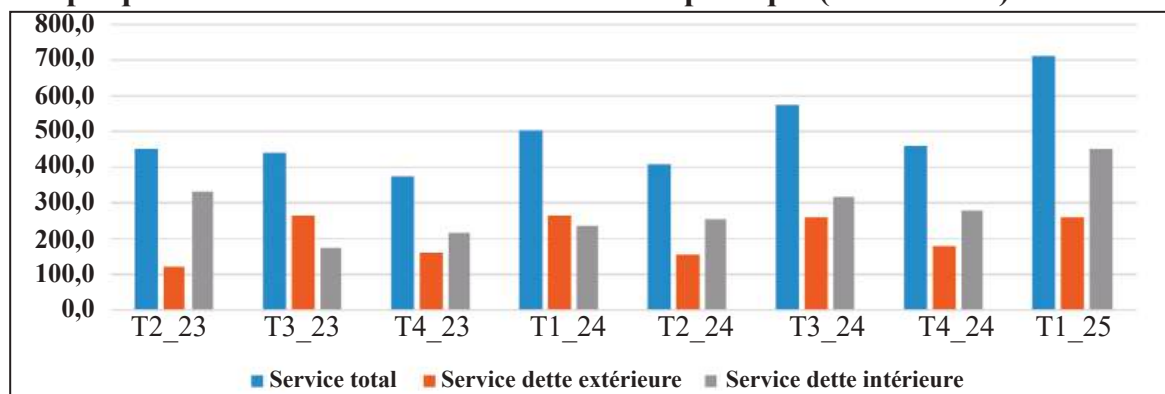
Graphique 5 : Evolution des principales composantes des dépenses hors service de la dette (en milliards)



Source : MINFI/DP

Les dépenses d'investissement se chiffrent à 118,7 milliards, en diminution de 81,5 milliards (-40,7%) par rapport au premier trimestre 2024. *Les dépenses sur financements extérieurs* s'élèvent à 36,0 milliards, en baisse de 107,4 milliards (-74,9%). *Les dépenses sur ressources propres* s'élèvent à 72,5 milliards, en augmentation de 17,2 milliards (+31,1%). *Les dépenses de restructuration et réhabilitations* croissent de 8,7 milliards (+580,0%) et se chiffrent à 10,2 milliards.

Graphiques 6 : Evolution du service de la dette publique (en milliards)



Source : MINFI/DP

Le service effectif de la dette publique au premier trimestre 2025 s'élève à 712,6 milliards, en augmentation de 211,8 milliards (+42,3%) par rapport au premier trimestre 2024. Il comprend 261,6 milliards de dette extérieure et 451,0 milliards de dette intérieure.

Le service effectif de la dette extérieure diminue de 5,4 milliards (-2,0%) et s'établit à 261,6 milliards. Il est constitué de 181,9 milliards de remboursement du principal et 79,7 milliards d'intérêts. Les paiements au titre du service de la dette intérieure augmentent de 217,2 milliards (+92,9%) par rapport au premier trimestre 2024 pour s'établir à 451,0 milliards. Ils comprennent 30,9 milliards d'intérêts ; 18,7 milliards de remboursement du principal ; 6,9 milliards de remboursement de crédit TVA et 293,2 milliards d'arriérés intérieurs.

Tableaux 10 : Evolution des dépenses publiques (en milliards)

RUBRIQUE DES DEPENSES	1^{er} trim. 2024	1^{er} trim. 2025	Variations relatives (en %)	Variations absolues
	(a)	(b)	(b)/(a)	(b)/(a)
I-Dépenses courantes	749,0	523,1	-30,2	-225,9
Dépenses de personnel	355,7	376,0	5,7	20,3
Dépenses de Biens & Services	114,0	75,9	-33,4	-38,1
Transferts et pensions	279,3	71,2	-74,5	-208,1
II- Dépenses des investissements	200,2	118,8	-40,7	-81,5
Sur financements extérieurs	143,4	36,0	-74,9	-107,4
Sur ressources propres.	55,3	72,5	31,1	17,2
Dépenses de restructurations	1,5	10,2	580,0	8,7
III- Dépenses diverses à régulariser	68,6	0,0	-100,0	-68,6
IV- Service de la dette publique	500,8	712,6	42,3	211,8
Dette extérieure	267,0	261,6	-2,0	-5,4
Intérêts	68,9	79,7	15,7	10,8
Principal	198,1	181,9	-8,2	-16,2
Dette intérieure	233,8	451,0	92,9	217,2
Dont - Intérêts	26,6	30,9	16,2	4,3
- Amortissement du principal	14,3	18,7	30,8	4,4
- Remboursement crédits de TVA	7,0	6,9	-1,4	-0,1
- arriérés intérieurs	130,9	293,2	124,0	162,3
TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES	1518,6	1354,4	-10,8	-164,2

Source : MINFI/DP

Soldes budgétaires et flux de financements

Au premier trimestre de l'exercice 2025, le solde global base ordonnancements se situe à 443,7 milliards. Le solde primaire base ordonnancements se chiffre à 547,4 milliards et le solde primaire non pétrolier à 400,8 milliards.

Les flux de financement extérieurs enregistrent un solde négatif de -143,3 milliards. Ce solde résulte de 38,6 milliards de tirages nouveaux sur emprunts extérieurs et de 181,9 milliards d'amortissement du principal de la dette extérieure.

Pour ce qui est du financement intérieur, la Position Nette du Trésor vis-à-vis du système bancaire (PNT) s'améliore de 59,5 milliards, en raison des effets conjugués de : (i) l'aggravation de la position vis-à-vis des banques commerciales de 80,9 milliards, et du FMI de 27,2 milliards et (ii) l'amélioration de la position vis-à-vis de la BEAC de 167,6 milliards.

Tableaux 11 : Evolution des soldes budgétaires (en milliards)

SOLDES BUDGETAIRES	Fin mars 2024	Fin mars 2025
SOLDE GLOBAL BASE ORDONNANCEMENTS (NET*)	201,8	443,7
SOLDE PRIMAIRE (NET*)	113,2	547,4
SOLDE PRIMAIRE NON PETROLIER (NET*)	34,4	400,8

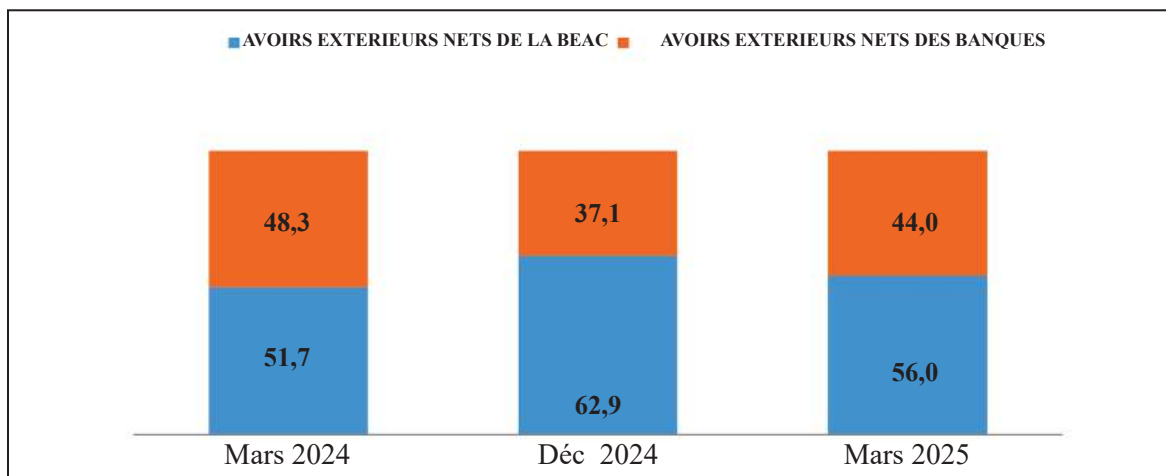
Source : MINFI/DP *Hors remboursement crédits TV

SITUATION MONETAIRE

A fin mars 2025, la situation monétaire s'équilibre en ressources et emplois à 1 1287,2 milliards, en hausse de 1,7% par rapport à fin décembre 2024. Cette évolution est consécutive à la progression des avoirs extérieurs nets, atténuée par la contraction des créances nettes sur l'Etat et des crédits à l'économie. En glissement annuel, la situation monétaire est en hausse de 8,5%.

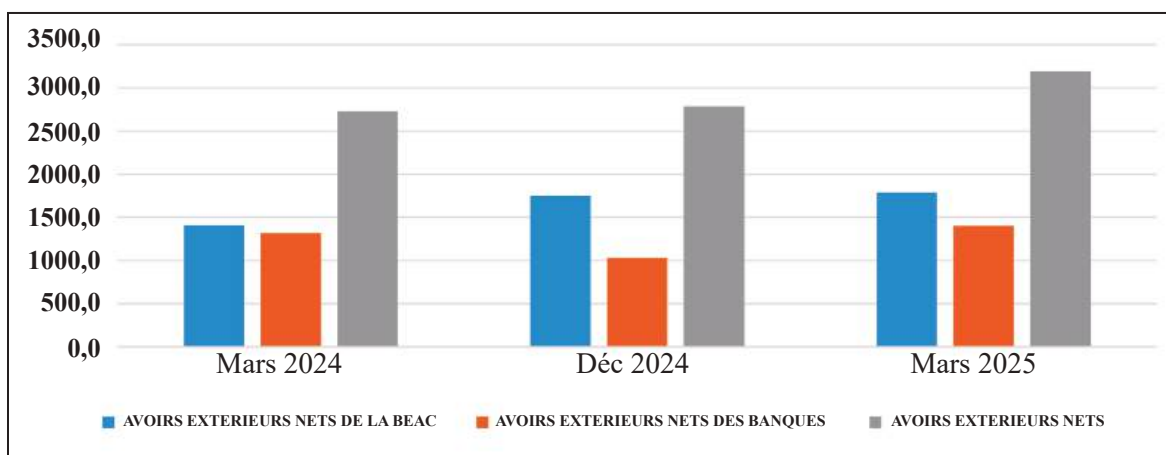
A fin mars 2025, et par rapport à fin décembre 2024, les avoirs extérieurs augmentent de 14,7% pour s'établir à 3 195,2 milliards. Cette hausse est principalement consécutive à celle de 36,3% des avoirs extérieurs nets des banques et de 2,0% de ceux de la BEAC. La forte progression des avoirs extérieurs nets des banques se justifie par les hausses des crédits accordés à la clientèle non résidente (+13%), de la valeur des titres de placement des banques commerciales (+8,0%) et des avoirs des banques résidentes dans les « banques et établissements financiers non-résidents » (+15,0%).

Graphique 7: Evolution des poids des composantes des avoirs extérieurs nets (en % du total)



Sources : MINFI, BEAC

Graphique 8 : Evolution des avoirs extérieurs nets et de ses composantes (en milliards)



Sources : MINFI, BEAC

A fin mars 2025, le crédit intérieur se situe à 8 092,0 milliards, en baisse de 2,6% par rapport à fin décembre 2024. Cette évolution résulte de la contraction des créances nettes sur l'Etat (-0,8%) et des crédits à l'économie (-3,2%).

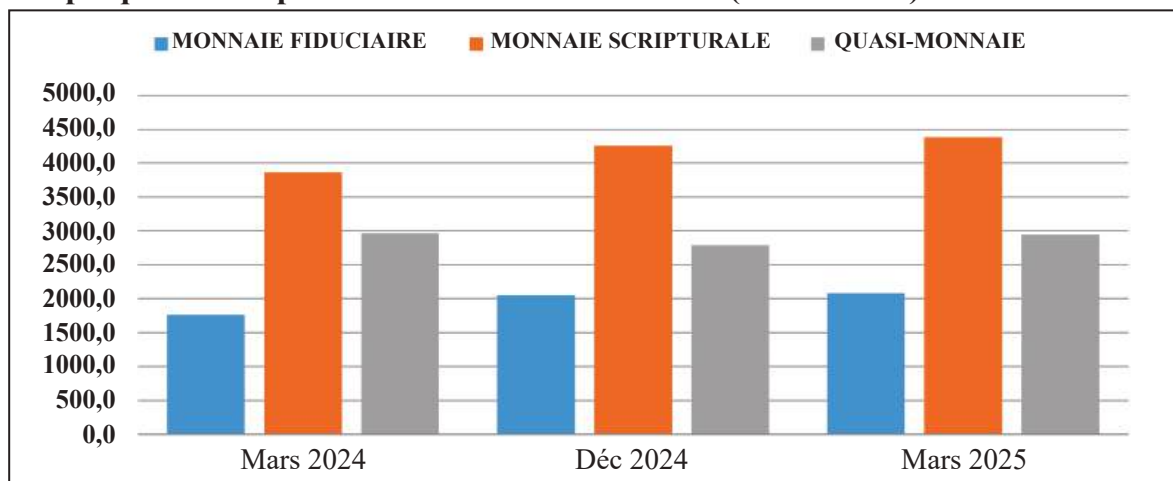
Les créances nettes sur l'Etat passent de 2 009,5 milliards à fin décembre 2024, pour se situer à 1 992,5 milliards à fin mars 2025. En lien avec cette évolution, la Position Nette du Gouvernement (PNG), *évaluée sur la base de la différence entre les concours accordés à l'Etat par la BEAC, les banques et le FMI d'une part, et l'ensemble des dépôts du Gouvernement d'autre part*, fléchit de 2,0% pour se situer à 2 128,1 milliards. Cette évolution est consécutive à la baisse des concours de la Banque centrale au Gouvernement. La PNG vis-à-vis de la BEAC régresse de 78,0% pour se situer à 46,5 milliards. Par contre, la PNG vis-à-vis des banques progresse de 14,1% pour se hisser à 806,2 milliards. La PNG vis-à-vis du FMI augmente de 2,0% pour se situer à 1 277,2 milliards, alimentée par les appuis budgétaires.

Les crédits à l'économie diminuent de 3,2% après une hausse de 5,1% à fin décembre 2024. En valeur absolue, ils baissent de 200,4 milliards pour se situer à 6 099,5 milliards. Cette baisse est imputable au fléchissement des créances sur les autres institutions bancaires non éligibles (-94,4%) et des créances sur les institutions financières non bancaires (-47,9%). En revanche, les crédits au secteur privé non financier et ceux aux entreprises publiques non financières restent sur une tendance haussière respectivement de 0,2% et 3,2%.

La répartition des créances sur l'économie selon la durée montre la prépondérance des crédits à court terme (55,4%). La part des crédits à moyen terme est de 40,9% et celle des crédits à long terme à 3,7%.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire (M2) croît de 3,4% pour s'établir à 9 414,4 milliards à fin mars 2025. Elle est composée de 22,1% de monnaie fiduciaire ; 46,6% de monnaie scripturale et 31,3% de quasi-monnaie.

Graphique 9: Composantes de la masse monétaire (en milliards)



Sources : MINFI, BEAC

A fin mars 2025, et par rapport à la même date de 2024, la situation monétaire progresse de 8,5%. Elle se caractérise aussi bien par la hausse des avoirs extérieurs nets (+17,2%)

et des crédits à l'économie (+12,4%), que par la baisse des créances nettes sur l'Etat (-11,3%). La PNG décroît de 3,8%, du fait de la baisse de la PNG vis-à-vis de la BEAC (-145,9 milliards) et des banques (-13,0 milliards).

La progression des crédits à l'économie est tirée par les crédits au secteur privé non financier (+13,7%) et les crédits aux entreprises publiques (+2,9%).

Le taux de couverture extérieure de la monnaie, *défini comme le rapport entre les avoirs officiels bruts en devises et le total des engagements à vue de la Banque centrale*, est largement supérieur au seuil réglementaire (20,0%). Il se situe à 75,2% (72,7% dans la CEMAC), contre 72,2% il y a un an. Les réserves officielles de change du Cameroun sont évaluées à 3 285,0 milliards, contre 2 809,3 milliards il y a un an. Elles représentent ainsi 46,5% des réserves de la CEMAC et peuvent couvrir 5,8 mois d'importations de biens et services.

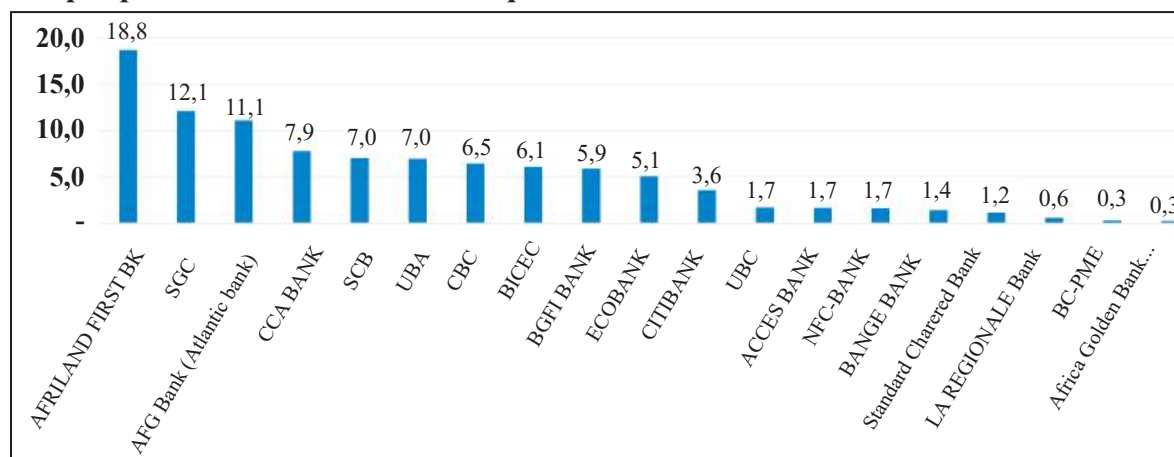
Le TIAO, principale composante des taux directeurs de la BEAC, a été revu à la baisse, passant de 5,0% à 4,5% le 24 mars 2025. Il en est de même du taux de facilité de prêt marginal, qui passe de 6,75% à 6,0%. Par contre, le taux de la facilité de dépôt est resté inchangé à 0,0%. Le coefficient des réserves obligatoires est également resté inchangé à 7,0% pour les exigibilités à vue et à 4,5% pour les exigibilités à terme.

L'encours des réserves obligatoires est de 526,0 milliards à fin mars 2025 contre 490,0 milliards à fin décembre 2024.

Secteur bancaire

A fin mars 2025, le paysage bancaire du Cameroun est animé par 19 banques. Le total du bilan se chiffre à 11 905,1 milliards, dont 18,8% enregistré par Afriland First Bank ; 12,1% par la SGC ; 11,1% par AFG Bank ; 7,9% par CCA Bank ; 7,0% par SCB ; 7,0% par UBA ; 6,5% par la BICEC et 5,9% par BGFIBANK.

Graphique 10 : Classement des banques en fonction du total de bilan à fin mars 2025

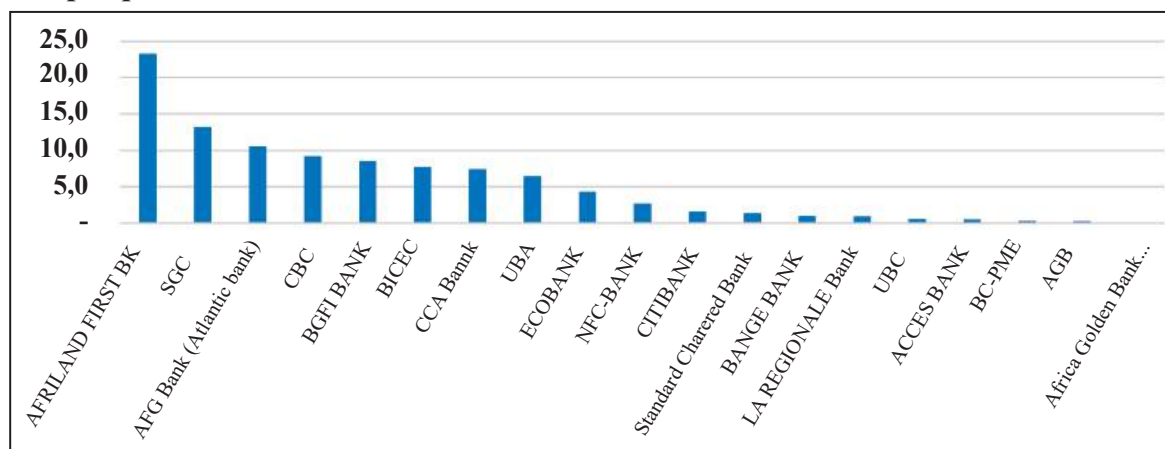


Sources : BEAC, MINFI

A fin mars 2025, l'encours des dépôts bancaires se chiffre à 8 634,1 milliards, porté principalement par Afriland First Bank (19,2% du total des dépôts) ; SGC (13,2%) ; AFG Bank (11,5%) ; CCA Bank (8,2%) ; SCB (7,6%) ; UBA (7,5%) et BICEC (6,4%).

L'encours des crédits accordés par les banques se stabilise à 6 273,1 milliards. Afriland First Bank détient 23,3% des parts de marché, suivi par SGC (13,2%), AFG Bank (10,5%), CBC (9,1%), SCB (8,5%), BGFIBANK (7,8%), BICEC (7,4%), CCA Bank (6,7%), UBA (4,4%), ECOBANK (2,7%), NFC-BANK (1,6%).

Graphique 11 : Parts de marché des crédits à fin mars 2025



Sources : BEAC, MINFI

Les créances brutes en souffrance représentent en moyenne 14,9% de l'encours des crédits. Toutefois, 07 banques enregistrent des taux de créances en souffrance supérieurs à cette moyenne. Par ailleurs, le taux de couverture des crédits par les dépôts est de 141,0%.

S'agissant des ratios prudentiels :

- 01 banque sur 19 présente des fonds propres nets négatifs ;
- 02 banques ne respectent pas le ratio de solvabilité ;
- 01 banque ne respecte pas le ratio de couverture des immobilisations ;
- 02 banques ne respectent pas le ratio de liquidité ;
- 03 banques ne respectent pas le ratio de transformation à long terme.

Tableau 12 : Situation monétaire large à fin mars 2025 (en milliards)

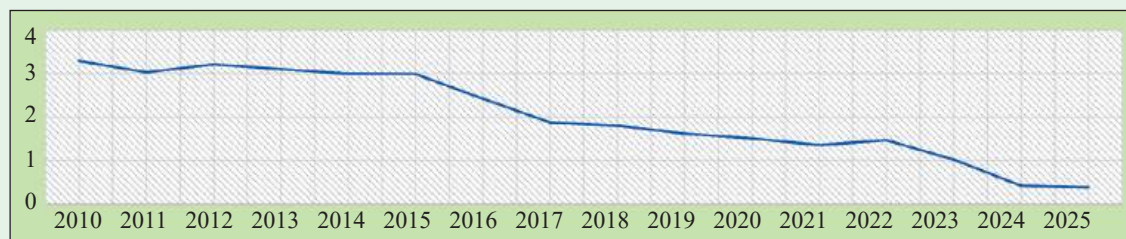
	31/03/2024	31/12/2024	31/03/2025	Variations (%)	
	a	b	c	c/b	c/a
Total des contreparties des ressources du système monétaire	10401,2	11 094,9	11 287,2	1,7	8,5
Avoirs extérieurs nets	2727,1	2 785,6	3 195,2	14,7	17,2
Avoirs extérieurs nets de la BEAC	1411,1	1753,3	1788,5	2,0	26,7
Dont : Compte d'opérations	1962,5	2164,3	2075,5	-4,1	5,8
Avoirs en devises	795,0	1016,6	1137,0	11,8	43,0
Recours aux Crédits FMI	861,0	918,9	953,1	3,7	10,7
Avoirs extérieurs nets des BCM	1316,0	1032,3	1406,7	36,3	6,9
Crédit intérieur (a+b)	7674,0	8 309,3	8 092,0	-2,6	5,4
Créances nettes sur l'Etat (a)	2246,9	2 009,5	1 992,5	-0,8	-11,3
Position nette du Gouvernement	2211,8	2 172,1	2 128,1	-2,0	-3,8
Autres créances nettes sur l'Etat	35,1	-59,1	-135,6	-16,6	-486,3
CREANCES SUR L'ECONOMIE (b)	5427,1	6 299,8	6 099,5	-3,2	12,4
Institutions bancaires en liquidation	0,0	0,0	0,0	4,8	29,4
Autres institutions bancaires non éligibles au refinancement de la BEAC	12,0	224,5	12,7	-94,4	5,3
Institutions financières non bancaires	30,1	35,1	18,3	-47,9	-39,2
Entreprises publiques non financières	522,5	520,9	537,7	3,2	2,9
Secteur privé non financier	4862,5	5 519,4	5 530,8	0,2	13,7
Total des ressources du système monétaire	10401,2	11 094,9	11 287,2	1,7	8,5
Monnaie fiduciaire	1763,5	2 053,7	2 080,8	1,3	18,0
Monnaie scripturale	3867,7	4 256,8	4 382,5	3,0	13,3
BEAC	3,6	2,3	3,0	29,3	-17,4
Banques créatrices de monnaie	3837,8	4 219,2	4 341,2	2,9	13,1
Autres institutions bancaires éligibles au refinancement de la BEAC	26,2	35,2	38,3	8,8	46,1
Centre des chèques postaux (CCP)	0,0	0,0	0,0		
Disponibilités monétaires	5631,2	6 310,4	6 463,4	2,4	14,8
Quasi-monnaie	2970,1	2 794,5	2 951,0	5,6	-0,6
Banques créatrices de monnaie	2935,3	2 751,5	2 904,6	5,6	-1,0
Autres institutions bancaires exigibles au refinancement de la BEAC	34,7	42,9	46,5	8,2	33,7
Disponibilités monétaires et quasi-monétaires	8601,3	9 104,9	9 414,4	3,4	9,5
Autres postes nets	1799,9	1 990,0	1 872,8	-5,9	4,0

Source : BEAC

Encadré : Dépréciation structurelle du naira et ses effets sur l'économie camerounaise

Depuis plus d'une décennie, le naira nigérian connaît une dépréciation continue. Entre 2010 et 2025, la valeur du naira par rapport au franc CFA a chuté de près de 90%, passant de 3,29 FCFA à seulement 0,39 FCFA le Naira. Cette évolution s'explique par plusieurs facteurs, notamment : **(i)** une série de réformes du système de taux change engagées depuis 2016, visant à le libéraliser progressivement, en abandonnant le régime de change fixe administré au profit d'un régime plus flexible fondé sur un taux déterminé par le marché ; **(ii)** la baisse des revenus pétroliers qui a fortement réduit les réserves en devises ; **(iii)** une inflation élevée, qui a entraîné une forte érosion du pouvoir d'achat, ce qui, par effet induit, a contribué à affaiblir la confiance en la monnaie locale.

Graphique 12 : Evolution du taux de change entre le Naira et le FCFA (un Naira égale à X FCFA)

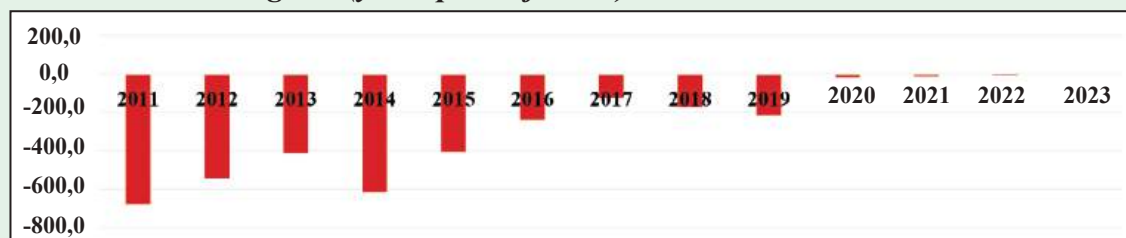


Source : Banque de France

Le Cameroun qui partage plus de 1 600 km de frontière avec le Nigeria est sensible aux répercussions de la dépréciation du naira. Cette sensibilité s'est traduite par plusieurs effets économiques, observés notamment dans les zones frontalières. D'une part, la dépréciation du naira, avec pour corollaire la baisse des prix de revient des produits nigériens sur le marché camerounais, a atténué l'impact de la hausse des prix du « zoua zoua » (carburant de contrebande), consécutive à la suppression des subventions des prix des carburants au Nigeria. Par ailleurs, l'appréciation du FCFA vis-à-vis du Naira a réduit l'attrait de la vente illicite de coton vers le Nigeria, incitant de nombreux producteurs à réintégrer le circuit formel, ce qui a permis à la SODECOTON de mieux encadrer la filière et de limiter ses pertes.

Il convient de préciser que malgré cette forte dépréciation du naira, le déficit commercial bilatéral entre le Cameroun et le Nigeria s'est significativement réduit ces dernières années, en grande partie, en raison de la baisse des importations d'huiles brutes de pétrole, suite à l'arrêt des activités de la SONARA après l'incendie de 2019.

Graphique 13 : Evolution du solde commercial bilatéral entre le Cameroun et le Nigeria (y compris informel)



Sources : MINFI, INS

INFORMATIONS SOCIOECONOMIQUES

Prix à la consommation finale des ménages

Au premier trimestre 2025, l'indice des prix à la consommation finale des ménages enregistre une hausse de 0,4% par rapport au quatrième trimestre 2024. Cette évolution résulte d'une augmentation des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+0,6%), des « articles d'habillement et chaussures » (+0,7%), des coûts liés au « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+0,7%) et des coûts des services de « restauration et hôtel » (+0,8%). A contrario, les coûts de « transports » et de « communication » enregistrent chacun un recul de 0,1%. L'évolution des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » est principalement attribuable à celle des prix des « huiles et graisses » (+2,6%), des « fruits » (+2,5%) et des « pain et céréales » (+0,7%).

Par rapport au trimestre précédent, les prix des produits locaux progressent de 0,5% et ceux des produits importés de 0,3%. Sur le plan spatial, le niveau des prix est en hausse dans la plupart des chefs-lieux de région, notamment à Bertoua (+1,6%), Bamenda (+1,0%), Yaoundé (+0,9%), Ebolowa (+0,8%), Garoua (+0,6%) et Ngaoundéré (+0,4%). Par contre, les prix reculent de 0,1% à Douala et connaissent une stabilité dans les autres chefs-lieux de région (Bafoussam, Maroua et Buea).

En glissement annuel, le niveau général des prix affiche une augmentation de 4,3%. Cet accroissement résulte de celui des prix de la quasi-totalité des fonctions de consommation, principalement les produits alimentaires (+7,5%) et les transports (+6,2%). Afin de limiter l'impact de la hausse des prix sur les ménages et stabiliser le marché intérieur, le Gouvernement a mis en œuvre un ensemble des mesures, parmi lesquelles : (i) le contrôle des prix des produits de première nécessité ; (ii) la subvention des intrants agricoles notamment les engrais ; (iii) la création des sites de ventes promotionnelles pour les produits de grande consommation ; (iv) le renforcement du contrôle des circuits de distribution.

Tableau 13 : Evolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation (base 100 année 2022)

Postes de dépenses	Poids	1 ^{er} trim. 2024	4 ^{ème} trim. 2024	1 ^{er} trim. 2025	Variations (en %)	
		(a)	(b)	(c)	(c)/(b)	(c)/(a)
I - Evolution suivant les fonctions de consommation						
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	3 182	113,0	120,8	121,4	0,6	7,5
Boissons alcoolisées et tabacs	136	104,7	107,0	108,8	1,7	3,9
Articles d’habillement et chaussures	984	106,3	107,9	108,7	0,7	2,2
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	1 289	105,3	108,1	108,8	0,7	3,3
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	510	108,5	109,8	110,1	0,3	1,5
Santé	478	101,2	101,7	101,9	0,1	0,6
Transports	1 127	124,1	131,9	131,8	-0,1	6,2
Communication	459	100,4	100,3	100,2	-0,1	-0,2
Loisirs et culture	335	102,6	103,0	103,0	0,0	0,4
Enseignement	307	104,5	106,1	106,2	0,1	1,6
Restaurants et hôtels	669	106,2	107,8	108,6	0,8	2,3
Biens et services divers	524	106,9	108,5	108,8	0,3	1,8
Indice général	10 000	110,0	114,2	114,7	0,4	4,3
II - Evolution suivant l’origine des produits						
Produits locaux	6 785	110,7	115,3	115,9	0,5	4,7
Produits importés	3 215	108,0	111,4	111,7	0,3	3,4

Postes de dépenses	Poids	1 ^{er} trim. 2024	4 ^{ème} trim. 2024	1 ^{er} trim. 2025	Variations (en %)	
		(a)	(b)	(c)	(c)/(b)	(c)/(a)
III - Evolution suivant les chefs-lieux de région						
Yaoundé		109,6	113,1	114,1	0,9	4,1
Douala		110,8	115,5	115,3	-0,1	4,1
Bafoussam		109,9	118,0	118,0	0,0	7,4
Bamenda		110,0	113,7	114,8	1,0	4,4
Garoua		109,8	113,8	114,5	0,6	4,3
Maroua		108,4	112,3	112,3	0,0	3,6
Ngaoundéré		110,0	114,3	114,7	0,4	4,3
Bertoua		110,9	114,0	115,8	1,6	4,4
Buea		111,6	113,2	113,2	0,0	1,5
Ebolowa		107,5	112,3	113,2	0,8	5,3

Sources : INS, MINFI

Autres informations socio-économiques

Dans le but de lutter contre le phénomène de pêche illicite non déclarée et non réglementée (INN), le Gouvernement a publié le 25 mars 2025, la liste des 27 navires autorisés à pratiquer la pêche industrielle au Cameroun pour l'exercice 2025. Les produits de la pêche sont obligatoirement débarqués dans les ports d'attache, afin de permettre aux autorités de vérifier le respect des quotas fixés et d'éviter la surpêche.

Le 18 mars 2025, le Gouvernement a mis à la disposition des exploitants agricoles, un ensemble de 507 engins agricoles pour révolutionner les méthodes culturales en diminuant la pénibilité du travail et en augmentant la rentabilité. Cet important matériel agricole composé, entre autres, de moissonneuses batteuses, des planteuses de tubercules, de défricheuses et de bulldozers, a été confié au Centre national d'études et d'expérimentation du machinisme agricole (CENEEMA), pour redistribution dans les grands bassins de production du pays.

Dans le cadre de la lutte contre l'insécurité alimentaire au Cameroun, le Gouvernement japonais a remis le 23 janvier 2025 un don de 821 millions de francs CFA au bureau national du Programme Alimentaire Mondial installé à Yaoundé. Ce don est destiné à apporter une assistance alimentaire et nutritionnelle à 17 000 personnes identifiées à travers le pays.

Les Gouvernements camerounais et qatari, ont signé un accord bilatéral le 16 janvier 2025 à Doha, consacrant l'ouverture d'une ligne aérienne directe entre le Cameroun et le Qatar. Cette ligne permet d'améliorer la connectivité internationale du Cameroun à travers des échanges commerciaux.

Les producteurs de farines locales à base notamment de manioc, de patate douce et de maïs, sont encouragés par la nouvelle loi de finances 2025, qui consacre l'exonération de la TVA sur ces produits. Le volume de production pour l'année 2024 est évalué à 13 000 tonnes, avec l'exonération fiscale annoncée, les producteurs projettent désormais une production de 62 000 tonnes par an et une baisse du prix de vente du kilogramme à 400 francs CFA, au lieu de 700 francs CFA actuellement.

COMITE DE REDACTION

Directeur de publication

MOTAZE Louis Paul,

Ministre des Finances

Directeur de publication Adjoint

YAOUBA ABDOULAYE,

Ministre Délégué

Superviseur

NGAKOUMDA Gabriel,

Chef de la Division de la prévision

Coordonnateur technique :

MOHAMADOU AMINOU,

Chef de Cellule des Synthèses Macroéconomiques

Rédaction et relecture :

- NANA Jacques Barnabé,

Chef de Cellule de l'Analyse Monétaire et du
Secteur Extérieur ;

- LELE TAGNE Berlin,

Chef de Cellule de Suivi et de l'Analyse de
l'Economie Réelle ;

- NKAKE EDINGUELE Zacharie,

Chef de Cellule des Finances Publiques ;

- AWONO Frédéric,

Chef de la Cellule Informatique ;

- DONGMO TSANGUE Christian,

Chef de Cellule de la Balance des Paiements ;

- FORGWEI Festus NYOWEKE,

Chef de Service des Affaires Générales ;

- ZIBI ATANGANA Jean Florian,

Chargé d'Etudes Assistant ;

- MENDOUGA Serge Hervé,

Chargé d'Etudes Assistant ;

- NDOUMBE LOBE Benoit,

Chargé d'Etudes Assistant ;

- ASSENA NYANO,

Chargé d'Etudes Assistant ;

- TONYE Jacques,

Chargé d'Etudes Assistant ;

- PENDA Simon Micarel,

Chargé d'Etudes Assistant ;

- ZOA Marc,

Chargé d'Etudes Assistant ;

- BANGUE Charles,

Chargé d'Etudes Assistant ;

- DAYWANE Sylvie,

Chargé d'Etudes Assistant ;

- BENGONO ASSOMO Marie,

Chargé d'Etudes Assistant ;

- AKAM Ignace,

Chargé d'Etudes Assistant ;

- MOUTHE Joseph,

Chargé d'Etudes Assistant ;

- NDONGO Epse ONANA René Carole,

Chargé d'Etudes Assistant ;

- CHAJEU NANA Loïc,

Cadre ;

- METSAMA Martin,

Cadre ;

- HAMADOU DAOUDA,

Cadre ;

- TABI MVE Guy Stéphane,

Cadre ;

- NJI FIFEN NGANGUE Hussein,

Cadre.

Les versions actuelles et antérieures de cette note de conjoncture sont
disponibles en français et en anglais sur les sites internet suivants
www.minfi.gov.cm et www.dgb.cm